



OBLIGATIONS DE GENRE

UNE BOÎTE À OUTILS
POUR LA CONCEPTION ET
L'ÉMISSION DES
OBLIGATIONS DE GENRE
EN AFRIQUE

PRÉPARÉ PAR :



FSD Africa



Créée en 2012 et soutenue par l'aide britannique, FSD Africa est une agence de développement spécialisée qui travaille à la construction et au renforcement des marchés financiers en Afrique subsaharienne. Elle œuvre à la réduction de la pauvreté par le biais d'une approche de « développement des systèmes de marché », ce qui signifie qu'elle vise à s'attaquer aux causes structurelles et sous-jacentes de la pauvreté en améliorant le fonctionnement des systèmes de marchés financiers.

FSD Africa est convaincue qu'investir dans la construction d'un système financier transparent, stable et accessible crée les conditions d'un avenir équitable et durable, où les inégalités sont réduites et la corruption combattue, et où les individus, les entreprises et les gouvernements sont en mesure de se préparer aux défis à venir, du changement climatique à l'instabilité politique.

Depuis le siège de FSD Africa à Nairobi, son équipe d'experts du secteur financier travaille aux côtés des gouvernements, des chefs d'entreprise, des régulateurs et des décideurs politiques pour concevoir et mettre en place des programmes ambitieux qui améliorent le fonctionnement des marchés financiers pour tous. En fonction du projet, FSD Africa peut fournir une combinaison de subventions, de capitaux d'investissement, d'informations sur les marchés et d'assistance technique pour s'assurer qu'il atteigne ses objectifs.

Le travail de FSD Africa se concentre sur les domaines où les besoins sont les plus importants et où elle estime que le potentiel d'impact est le plus significatif. Elle a pour mandat spécifique d'investir dans des idées novatrices et révolutionnaires susceptibles d'avoir un impact transformateur. En partageant les risques avec ses partenaires, FSD Africa est en mesure de relever des défis plus difficiles, plus persistants ou plus risqués, dans des régions plus instables ou plus fragiles, que les organisations traditionnelles de financement du développement.

FSD Gender Network Collaborative Programme (FSD Network Gender CoPro)



Le FSD Network Gender Collaborative Programme vise à intégrer la dimension de genre dans les opérations des entités chargées de l'approfondissement du secteur financier (FSD) dans la région africaine et à renforcer leur capacité à produire des effets systémiques sur le genre. En outre, il améliore les connaissances en matière de genre et les compétences de mise en œuvre des acteurs importants du marché, tels que les prestataires de services et les décideurs politiques, afin de soutenir le changement systémique.

En collaboration avec ses partenaires, le programme s'efforce d'éliminer les obstacles liés aux politiques, aux réglementations, aux infrastructures, à la prestation de services et aux normes qui empêchent les femmes de bénéficier pleinement de l'élargissement de l'accès aux services financiers dans leurs pays respectifs. Le programme Gender CoPro du réseau FSD est financé par la Fondation Bill-et-Melinda-Gates.

Le réseau FSD est une famille de programmes d'approfondissement du secteur financier visant à mettre en place des systèmes financiers diversifiés et inclusifs à travers l'Afrique, qui renforcent la résilience financière et les moyens de subsistance durables pour tous, afin de permettre une croissance inclusive.

British International Investment (BII)



BII est l'institution de financement du développement et l'investisseur d'impact du Royaume-Uni dont la mission est d'aider à résoudre les plus grands défis du développement mondial en investissant des capitaux patients et flexibles pour soutenir la croissance et l'innovation du secteur privé. BII investit pour créer des économies plus productives, durables et inclusives en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes, permettant aux habitants de ces pays de construire de meilleures vies pour eux-mêmes et leurs communautés. L'égalité des sexes et la diversité sont des éléments clés de l'approche de BII en matière d'investissement inclusif, avec l'engagement de mobiliser davantage de capitaux pour soutenir intentionnellement les femmes et les jeunes filles.

ONU Femmes



ONU Femmes est l'Organisation des Nations unies qui se consacre à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Championne mondiale des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès en vue de répondre à leurs besoins dans le monde entier.

ONU Femmes soutient les États membres de l'ONU dans l'établissement de normes mondiales pour la réalisation de l'égalité des sexes. Elle collabore avec les gouvernements et la société civile pour élaborer les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour garantir que les normes sont effectivement mises en œuvre et profitent réellement aux femmes et aux filles du monde entier. Elle œuvre au niveau mondial pour que la vision des objectifs de développement durable devienne une réalité pour les femmes et les filles et défend la participation égale des femmes à tous les aspects de la vie, en se concentrant sur quatre priorités stratégiques. Les femmes dirigent les systèmes de gouvernance, y participent et en bénéficient sur un pied d'égalité ; les femmes bénéficient d'une sécurité de revenu, d'un travail décent et d'une autonomie économique ; toutes les femmes et les filles mènent une vie exempte de toute forme de violence ; les femmes et les filles contribuent à la construction d'une paix durable et d'une résilience et y exercent une plus grande influence, et bénéficient sur un pied d'égalité de la prévention des catastrophes naturelles et des conflits, ainsi que de l'action humanitaire. ONU Femmes coordonne et promeut également le travail du système des Nations unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

Auteur : Parallele Finance



Parallele Finance fournit des recherches, des analyses et des données sur l'investissement ESG, en mettant l'accent sur l'investissement axé sur l'égalité des sexes. Parallele publie des rapports trimestriels détaillés sur les femmes dans l'économie mondiale et les investissements axés sur le genre. L'équipe de Parallele a été largement publiée et citée dans la presse financière sur l'investissement axé sur la diversité, l'économie des femmes et les femmes dans la gestion d'actifs. L'entreprise propose également un outil d'analyse pour évaluer les portefeuilles d'investissement publics et privés à l'aune de l'égalité des sexes. Parallele offre des conseils sur l'investissement axé sur l'égalité des sexes et propose des sessions de formation aux services financiers sur l'investissement axé sur l'égalité. L'entreprise propose également des services de conseil en matière d'investissement et de transactions.

Angela Atherton, CFA, FRM, MS Finance, et Marypat Thenell Smucker, CFA, MA Economics, MS Finance, sont les directrices de Parallele Finance.

Remerciements

La boîte à outils et sa diffusion sont le résultat d'une collaboration entre les partenaires (chefs de projet) :

- FSD Africa (Mary Njuguna)
- Réseau FSD Gender CoPro (Tolulope Babajide)
- BII (Katharine Tengio et Jumai Hadiza Mohammed)
- ONU Femmes (Vanina Vincensini)

Merci à tous ceux qui ont partagé leurs expériences et leurs points de vue dans le cadre d'entretiens et d'interactions avec les auteurs.

Banque africaine de développement : Alex Area, Dr Benard William Chitunga, Oley Cole del Mel, Dana Elhassan, Basil Jones

Aruwa Capital Management : Adesuwa Okunbo Rhodes

Banque asiatique de développement : Gema Perez

Barloworld Limited : Relebohile Malahleha

British International Investment : Hayat Abdulahi, Veronica Hare, Joe Huxley, Genevieve Joy, May Thu Khine, Stephanie Mayle, Michael Sanni

Autorité des marchés financiers (Tanzanie) : Alfred Mkombo

FSD Africa : Joy V. Kendi, Arjmand Banu Khan, Grace Mdemu, Kevin Munjal, Amos Mugi, Judith Nekesa, Waithera Njiiri, Evans Osano, Julie Zollmann

FSD Network Gender CoPro : Sophie Mills

Société financière internationale : Heather Kipnis, Kathleen Mignano Morningstar Sustainalytics : Kibii Sisulu, Nadia Djinnit

Autorité marocaine du marché des capitaux : Yasser

NMB Bank : Gladness Deogratias

Triple C Advisory : Dr Khetsiwe Dlamini

ONU Femmes : Christine Arab, Tabia Kazembe, Ayanda Mvimbi, Chukwuemeka Onyebuchi Onyimadu, Qing Xu

Women Entrepreneurs Finance Facility : Aurica Balmus

Définitions et organisations

ASEA	Association africaine des bourses de valeurs
AUM	Actifs sous gestion
BAsD	Banque asiatique de développement
BAfD	Banque africaine de développement
BMD	Banque multilatérale de développement
BII	British International Investment
BRD	Banque rwandaise de développement
CBI	Climate Bonds Initiative (Initiative sur les obligations climatiques)
DEI	Diversité, équité et inclusion
DFC	Société financière de développement international des États-Unis
EDGE	Dividendes économiques de l'égalité des sexes
ESG	Environnement, social, gouvernance
GBP	Principes applicables aux obligations vertes
GLI	Investissement selon une optique de genre
GSSS	Vert, social, durable et lié à la durabilité
ICMA	Association internationale des marchés de capitaux
ICP	Indicateur clé de performance
IFC/SFI	Société financière internationale
IFD	Institution de financement du développement
IIX	Impact Investment Exchange
IMF	Institution de microfinancement
MPME	Micro, petite ou moyenne entreprise
OBI	Initiative « Orange Bond »
OBP	Principes « Orange Bond »
ODD	Objectif de développement durable
PEF	Principes d'autonomisation des femmes
PME	Petite ou moyenne entreprise
SBG	Lignes directrices applicables aux obligations durables
SBP	Principes applicables aux obligations sociales
SGX	Bourse de Singapour
SLB	Obligation liée au développement durable
SLBP	Principes applicables aux obligations liées au développement durable
SPO	Avis d'un tiers
SPT	Objectif de performance en matière de développement durable
UoP	Affectation des produits de l'émission
VBG	Violence basée sur le genre
We-Fi	Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures
WLB	Obligations en faveur des moyens de subsistance des femmes
WSME	PME détenues par des femmes

Monnaies

ARS	Peso argentin
BRL	Réal brésilien
CAD	Dollar canadien
EUR	Euro
GBP	Livre sterling
GEL	Lari géorgien
INR	Roupie indienne
JPY	Yen japonais
KGS	Som kirghize
KZT	Tenge du Kazakhstan
MAD	Dirham marocain
MXN	Peso mexicain
NOK	Couronnes norvégiennes
PHP	Peso philippin
PKR	Roupie pakistanaise
RWF	Franc rwandais
SEK	Couronne suédoise
TZS	Shilling tanzanien
USD	Dollar américain
ZAR	Rand sud-africain

Malgré des progrès significatifs, le monde est encore loin d'atteindre l'égalité des sexes. Des statistiques inquiétantes nous rappellent que si les tendances actuelles se poursuivent, plus de 340 millions de femmes et de filles dans le monde vivront encore dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030. La plupart de ces femmes (220,9 millions) vivront en Afrique subsaharienne.

Des véhicules de financement créatifs et transformateurs sont nécessaires pour changer cette image, pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes et des filles et pour combler les écarts persistants entre les sexes dans l'accès aux soins, à l'éducation, à la technologie et dans le domaine de la représentation politique, entre autres. Les obligations de genre constituent un ajout prometteur à la gamme d'outils mis à la disposition des fournisseurs de capitaux dans le cadre de cet effort.

À l'instar d'autres obligations durables conçues pour avoir un impact sur le développement, telles que les obligations vertes ou sociales, les obligations de genre sont un mécanisme permettant de canaliser le financement vers des projets axés sur la réduction des inégalités entre les sexes et la promotion de l'autonomisation des femmes. Elles peuvent aider les entreprises et les émetteurs souverains - lorsque les conditions d'endettement le permettent - à donner la priorité à l'allocation de capitaux aux objectifs d'égalité des sexes, à améliorer la transparence et la responsabilité des dépenses et à attirer le nombre croissant d'investisseurs qui adoptent des stratégies d'investissement axées sur l'égalité des sexes.

Alors que le nombre d'obligations de genre a augmenté au niveau mondial au cours de la dernière décennie, les marchés africains représentent les taux d'émission les plus bas. Mais cette situation est en train de changer rapidement. Au cours des trois dernières années, des obligations de ce type ont été émises pour la première fois au Maroc, au Rwanda, en Afrique du Sud et en Tanzanie.

Le caractère naissant des obligations de genre, combiné à la croissance des marchés de capitaux africains, souligne le besoin d'une orientation concrète pour les émetteurs. Cette boîte à outils sert à combler cette lacune en fournissant une vue d'ensemble du processus d'émission d'obligations de genre, dans le but de promouvoir l'émission d'un plus grand nombre de telles obligations à travers l'Afrique. Nous espérons que ce faisant, des capitaux supplémentaires pourront être mobilisés pour remédier aux inégalités entre les hommes et les femmes et favoriser la croissance économique.



AUTEURS ET REMERCIEMENTS	1
ABBREVIATIONS	2
AVANT-PROPOS	3
FICHE TECHNIQUE	5
VUE D'ENSEMBLE	9
 PARTIE I :	
INTRODUCTION	8
	CHAPITRE 1 : Définitions, normes et aperçu du marché
	8
 PARTIE II :	
PROCESSUS	CHAPITRE 2 Travail préparatoire de l'émetteur
D'ÉMISSION	16
D'OBLIGATIONS DE	CHAPITRE 3 Catégories de projets admissibles et critères d'éligibilité des investissements
GENRE	20
14	CHAPITRE 4 Cadre de l'émetteur
	29
	CHAPITRE 5 Structures des obligations de genre
	33
	CHAPITRE 6 Examen externe
	36
	CHAPITRE 7 Émission de l'obligation
	38
	CHAPITRE 8 Suivi et rapports après l'émission
	41
 CONCLUSION	43
GLOSSAIRE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES	44
ANNEXE A	45
ANNEXE B	48
ANNEXE C	50
NOTES FINALES	51

INTRODUCTION

Au rythme actuel, il faudra 131 ans pour combler les inégalités entre les femmes et les hommes dans le monde et 169 ans pour réduire leurs écarts économiques¹. En orientant les financements vers la réduction de ces inégalités croisées, les émetteurs d'obligations et les investisseurs, qu'ils soient publics ou privés, ont l'opportunité de promouvoir l'égalité des sexes et de soutenir l'autonomisation des femmes dans l'économie mondiale.

ÉCARTS ENTRE LES SEXES EN MATIÈRE D'INCLUSION FINANCIÈRE ET DE FINANCEMENT DANS LE MONDE ET EN AFRIQUE

LES FEMMES ET L'INCLUSION DANS LE SYSTÈME FINANCIER FORMEL



700 MILLIARDS DE DOLLARS
L'écart hommes-femmes en matière de services financiers dans le monde : 700 milliards de dollars²



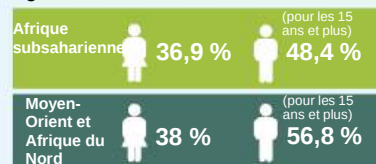
Possession d'un compte financier :³

Mondial **Pays en développement**

76%

71%

Les femmes africaines et les comptes financiers : un fossé profond entre les genres⁴



LES ÉCARTS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT POUR LES ENTREPRISES DÉTENUES PAR DES FEMMES :



Écarts en matière de financement : micro, petites et moyennes entreprises :

Manque de financement pour les MPME détenues par des femmes nécessitant un crédit :

Besoins de financement non satisfaits pour les MPME avant la pandémie, dans 128 économies en développement :

De 1,4 à 1,7 mille milliards

5,2 mille milliards

18 % Pourcentage des financements de prêts aux MPME détenues par des femmes⁷

31 % Les femmes africaines sont très intéressées par l'entrepreneuriat⁸

Manque de financement pour les femmes entrepreneures africaines avant la pandémie
42 milliards de dollars⁹



Écarts entre les sexes dans l'accès aux prêts bancaires

Au niveau mondial, le montant des prêts accordés aux femmes représente en moyenne 58 % de celui qui est accordé aux hommes¹⁰.



Prêts bancaires aux femmes dans les pays d'Afrique subsaharienne :

MOINS DE¹¹

30 %

Malgré ces écarts, les femmes emprunteuses représentent un modèle d'affaires attrayant : Le ratio des prêts non performants (PNP) des PME mondiales détenues par des femmes en 2022 était de 3,6 % ; le ratio des prêts non performants de l'ensemble des PME était de 4,7 %. Ce chiffre est cohérent avec les cinq années précédentes¹². En effet, en 2023, les banques d'Afrique subsaharienne (ASS) ont signalé un taux de prêts non performants inférieur de 53 % pour les femmes emprunteuses¹³.

L'INCLUSION FINANCIÈRE ET LES ÉCARTS DE FINANCEMENT FONT PARTIE D'ÉCARTS ÉCONOMIQUES PLUS LARGES ENTRE LES SEXES

LES ÉCARTS ENTRE LES SEXES EN MATIÈRE DE TAUX D'ACTIVITÉ PERSISTENT A L'ÉCHELLE MONDIALE ET RÉGIONALE.



LE TRAVAIL DE SOINS NON RÉMUNÉRÉS PÉNALISE LE TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES



En Afrique, les femmes consacraient **3,4 fois plus de temps** aux soins non rémunérés que les hommes **avant la pandémie de Covid-19**¹⁶. En moyenne, **pendant la pandémie**, les femmes ont dû assumer **29 % de plus de tâches non rémunérées** que les hommes pour s'occuper des enfants, tout en subissant **des pertes d'emploi plus importantes**¹⁷.

Au niveau mondial, les femmes sont confrontées à un écart de rémunération non ajusté de 20 %¹⁸. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, l'écart de rémunération non ajusté entre les sexes avant la pandémie s'élevait à 18,8 %¹⁹.



Définition : Écart de rémunération non ajusté : Écart médian entre les salaires des hommes et des femmes. Un écart de rémunération non ajusté indique une surreprésentation des femmes dans les emplois les moins bien rémunérés.

CES ÉCARTS ÉCONOMIQUES NE SONT QU'UNE FACETTE DES FRACTURES QUI SE CHEVAUCHENT DANS DES DOMAINES PLUS LARGES DE LA VIE PUBLIQUE



FONCTION PUBLIQUE

Les femmes occupent 27,1 % des sièges des parlements nationaux en Afrique subsaharienne et seulement 16,4 % dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord)²⁰.



ÉDUCATION

L'alphabétisation des femmes âgées de plus de 15 ans est inférieure au taux mondial de 83 % : Afrique subsaharienne 61 %, MENA 73 %²¹.



SÉCURITÉ

À l'âge de 19 ans, **une jeune femme sur quatre en Afrique subsaharienne, et une sur cinq dans la région MENA**, a déclaré avoir subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un partenaire actuel ou d'un ancien partenaire²².



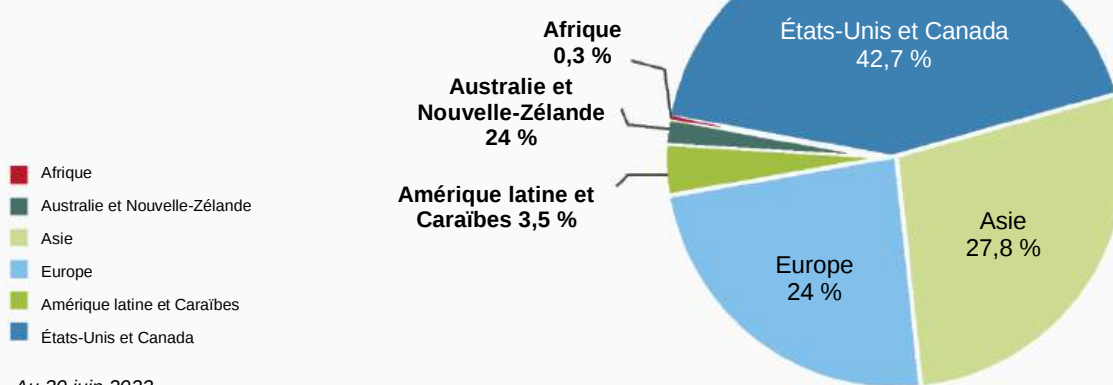
Cette boîte à outils est conçue comme une ressource pour les émetteurs et les investisseurs d'obligations de genre. Elle s'adresse aux émetteurs publics et privés en Afrique qui cherchent à orienter des capitaux vers des résultats sociaux, y compris l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La boîte à outils décrit le processus d'émission d'obligations de genre, avec des étapes clés alignées sur plusieurs principes de l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA) en matière d'obligations durables, ainsi que sur d'autres lignes directrices émergentes. Pour les investisseurs intéressés par des placements axés sur le genre sur les marchés de capitaux africains, elle propose des définitions et des processus facilitant l'évaluation des émissions d'obligations de genre. Les émetteurs, les investisseurs et autres parties prenantes y trouveront les informations suivantes :

1. Des définitions, incluant les principes de l'ICMA en matière d'obligations durables, l'investissement axé sur le genre et les obligations de genre.
2. Des études de cas sur les obligations de genre et des cadres d'émissions obligataires publiés jusqu'en 2023, y compris sur les marchés africains.
3. Des tableaux de référence décrivant les processus d'émission d'obligations de genre et la manière dont ils s'intègrent dans les processus de l'ICMA, y compris les étapes préalables et postérieures à l'émission.
4. Des commentaires pour chaque étape principale du processus d'émission.

1 DÉFINITIONS, NORMES ET APERÇU DU MARCHÉ

Une obligation est un instrument d'investissement à revenu fixe : une sorte de prêt consenti par un investisseur à un emprunteur, assorti d'un taux d'intérêt périodique fixe ou variable et d'une date à laquelle le principal du prêt est dû. Les obligations sont émises par des emprunteurs dans le cadre de placements privés ou d'offres publiques à l'épargne et peuvent être négociées soit sur des marchés de gré à gré, soit par l'intermédiaire d'une cotation en bourse. Ces instruments sont réglementés par les autorités de régulation des marchés des valeurs mobilières et des capitaux. Les marchés obligataires constituent le segment le plus important en termes de volumes des marchés de capitaux mondiaux. Le marché obligataire mondial était évalué à 135 000 milliards de dollars au milieu de l'année 2023.¹

Figure 1.1. Marché obligataire mondial par région



Au 30 juin 2023

Source : Banque des règlements internationaux

OBLIGATIONS DURABLES (GSSS)

Les obligations durables constituent un segment croissant du marché obligataire mondial. Les émetteurs d'obligations durables cherchent à obtenir un impact social et environnemental en plus des rendements financiers. Selon les principes de l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA), il existe quatre catégories d'obligations durables : les obligations vertes, sociales, durables et liées à la durabilité, également connues sous le nom collectif d'obligations GSSS². Bien que le respect des principes de l'ICMA par les émetteurs soit volontaire, ils sont devenus les principales normes mondiales pour les émissions d'obligations durables. Les émetteurs ont modelé leurs propres cadres obligataires sur les principes et les lignes directrices de l'ICMA.

Selon les principes de l'ICMA, il existe deux types d'obligations de genre. Les obligations basées sur l'affectation des produits de l'émission (UoP) utilisent le produit net de l'émission, ou un montant équivalent, pour des opérations de financement ou de refinancement de projets identifiés au préalable. Les obligations basées sur la performance sont des émissions dont les conditions sont liées à la performance ou aux objectifs de l'émetteur.

Les trois premières catégories de l'ICMA sont des obligations basées sur l'affectation des produits de l'émission (UoP). Les obligations **vertes** permettent de financer des projets nouveaux ou existants ayant des effets positifs sur l'environnement. Les obligations **sociales** permettent de financer des projets nouveaux ou en cours ayant des retombées

sociales positives. Pour les obligations vertes et sociales, l'ICMA publie des catégories de projets admissibles et des listes de contrôle préalables à l'émission, ainsi qu'une cartographie des projets admissibles aux obligations vertes. Les lignes directrices pertinentes sont les [Principes applicables aux obligations vertes](#) (GBP) et les [Principes applicables aux obligations sociales](#) (SBP).

Les obligations de **développement durable** financent des projets dont les résultats sociaux et environnementaux sont positifs. L'ICMA publie les [Lignes directrices applicables aux obligations durables](#) (SBGs) pour cette catégorie.

La dernière est l'obligation **liée au développement durable** (SLB), un type d'obligation basée sur la performance. Il s'agit d'émissions dont les conditions incitent l'émetteur à atteindre des objectifs environnementaux, climatiques et/ou sociaux. Les objectifs de l'émetteur dans une obligation basée sur la performance sont mesurés à l'aide d'indicateurs clés de performance (ICP). Les objectifs de performance en matière de développement durable (SPT) sont définis en fonction de ces ICP. L'ICMA publie les [Principes applicables aux obligations de développement durable](#) - SLBP) et un registre illustratif d'indicateurs clés de performance (ICP) à l'intention des émetteurs.

Pour plus d'informations sur la taille et la croissance du marché des obligations GSSS, voir l'annexe A.

Définitions : Cadres et lignes directrices en matière d'obligations durables

- Principes de l'ICMA : lignes directrices/normes mondiales (voir tout au long du document)
- Cadres d'obligations/de financement de l'émetteur : publié par les émetteurs souverains et privés ; composante recommandée par l'ICMA (voir chapitre 4, annexe B).
- Cadres/règles des marchés de capitaux : lignes directrices, règles de cotation des régulateurs des marchés des capitaux et des bourses (voir annexe C).

INTRODUCTION AUX OBLIGATIONS DE GENRE

Selon le Global Impact Investing Network (GIIN), le « Gender Lens Investing (GLI) est une stratégie ou une approche de l'investissement qui prend en compte les facteurs liés au genre dans l'ensemble du processus d'investissement afin de faire progresser l'égalité des sexes et de mieux éclairer les décisions d'investissement ».³ À mesure que le marché des obligations durables se développe, les obligations de genre constituent une classe d'actifs GLI en pleine croissance. Au cours de la dernière décennie, des obligations de ce type ont été émises dans différentes devises et sur différents marchés par des banques multilatérales de développement (BMD), des institutions de financement du développement (IFD) et des institutions financières privées, des institutions de microfinance (IMF) et des entreprises, tant sur les marchés développés que sur les marchés en développement.

Les principes et les lignes directrices applicables aux obligations durables de l'ICMA ne mentionnent pas les obligations de genre en tant que catégorie. Quelle est la place de ces obligations ? Pour les obligations UoP, une obligation de genre peut s'inscrire dans les catégories sociales ou durables de l'ICMA. Pour les obligations basées sur la performance et alignées sur les SLBP, l'émetteur peut inclure des ICP axés sur le genre avec les SPT correspondants.

Les obligations de genre orientent le financement vers des projets qui réduisent les inégalités entre les sexes et favorisent l'autonomisation des femmes. En 2021, ONU Femmes, en collaboration avec l'IFC et l'ICMA, a publié des lignes directrices sur les obligations durables qui mettent l'accent sur l'égalité des sexes, [Bonds to Bridge the Gender Gap : A Practitioner's Guide to Using Sustainable Debt for Gender Equality \(Des obligations pour combler le fossé entre les sexes : guide à l'intention des praticiens sur l'utilisation de la dette durable pour l'égalité des sexes\)](#). En décrivant les obligations de genre, le document indique que « les obligations qui adhèrent au SBP ou au SLBP et qui se concentrent exclusivement sur le genre sont souvent appelées obligations de genre ». Le document met également en évidence les émissions où le genre est inclus avec d'autres domaines d'intérêt social et/ou environnemental. Le guide fournit des exemples et des informations pour permettre aux émetteurs de dette des marchés publics et privés, aux emprunteurs, aux souscripteurs et à toutes les parties concernées d'utiliser des obligations durables pour des projets soutenant l'égalité des sexes. En outre, en 2023, ONU Femmes, en partenariat avec la Bourse du Luxembourg (LuxSE), a publié un recueil intitulé [Innovative Financing for Gender Equality via Bonds](#), qui comprend des fiches

techniques sur des obligations sélectionnées axées sur l'égalité des sexes, résumant les informations sur la structure, les composantes de l'égalité des sexes et certaines données sur leur impact.

ONU Femmes a affirmé que le financement de l'égalité des sexes doit être accéléré pour atteindre les ODD d'ici 2030. L'amélioration de l'égalité des sexes est liée aux progrès réalisés dans le cadre des [17 objectifs de développement durable \(ODD\) des Nations unies](#). Les arguments en faveur de l'investissement selon une optique de genre sont encore renforcés par un grand nombre de recherches démontrant que des niveaux plus élevés de diversité des genres sont liés à des performances financières et opérationnelles supérieures et à une meilleure gestion des risques pour les entreprises⁴. Des études montrent également qu'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes conduit à de meilleures solutions, des atténuations et résultats axés sur le climat⁵, ainsi qu'à des avancées en matière de paix et de sécurité⁶. En outre, les équipes d'investissement diversifiées sur le plan du genre obtiennent des performances supérieures⁷ et de meilleurs profils de risque/récompense⁸.

Figure 1.2. L'amélioration de l'égalité des sexes est un moteur de progrès pour tous les ODD, en particulier ceux-là :



<https://www.unwomen.org/en/digital-library/multimedia/2018/7/infographic-why-gender-equality-matters-to-achieving-all-17-sdgs>

Les principes applicables à l'« Orange Bond » : lignes directrices émergentes en matière d'obligations de genre au niveau mondial

Impact Investment Exchange (IIX), une société d'investissement à impact basée à Singapour et un émetteur d'obligations de genre, a publié en 2022 [les Principes applicables aux obligations orange \(OBP\)](#), nommés d'après la couleur de l'ODD 5. Ces principes ont été formulés dans le cadre d'une collaboration multipartite et conçus pour s'adapter aux lignes directrices applicables aux obligations durables de l'ICMA. L'objectif de l'initiative-cadre « Orange Bond » (OBI) est de débloquer 10 milliards de dollars dans des véhicules d'investissement axés sur le genre d'ici 2030 - au bénéfice de 100 millions de femmes, de filles et de minorités de genre. Avec un comité de pilotage composé de plusieurs IFD et institutions financières, les OBP ont été élaborés avec la contribution de plus de 100 acteurs de l'écosystème.

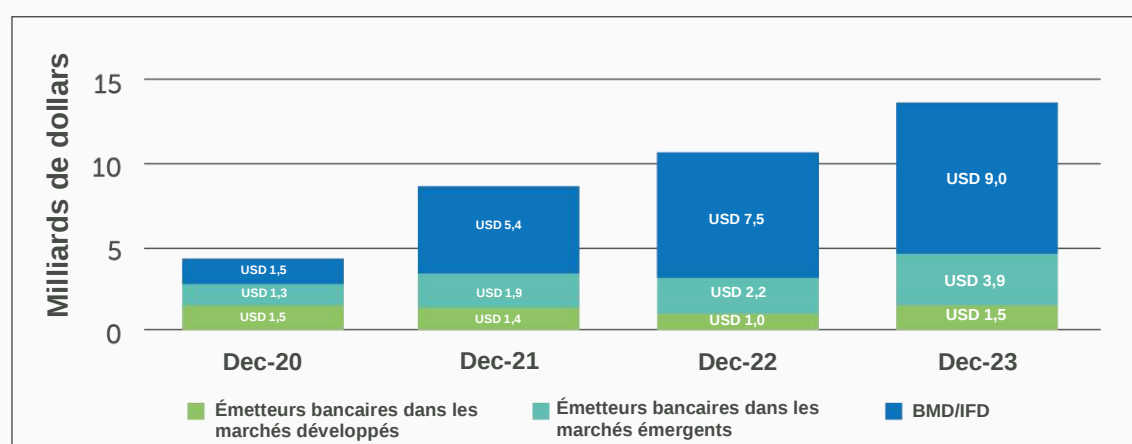
La mise en œuvre des OBP n'en est qu'à ses débuts. À la fin de l'année 2023, il y avait six obligations orange certifiées, dont cinq émises par IIX. Les trois principes fondamentaux sont les suivants :

1. Allocation de capital positive sur le plan des genres : les émetteurs doivent utiliser les fonds pour faire progresser l'égalité des sexes en finançant une ou plusieurs catégories de projets qualifiées.
 2. Capacité de prise en compte de la dimension de genre et diversité des dirigeants : les émetteurs doivent respecter les paramètres spécifiés en matière de diversité de genre au sein des équipes internes et des équipes chargées des obligations.
 3. Transparence du processus d'investissement et des rapports : les émetteurs doivent fournir aux investisseurs : un cadre d'émetteur au moment de l'émission, une confirmation annuelle des UoP et des rapports d'impact annuels contenant des données ventilées par genre.
- **Recommandation : une deuxième opinion ou un autre examen externe avant l'émission ; un rapport et un examen conformes aux lignes directrices de l'ICMA.**

CROISSANCE MONDIALE DES MARCHÉS D'OBLIGATIONS DE GENRE

La croissance des actifs sous gestion dans les émissions d'obligations de genre a été principalement tirée par les obligations UoP. Le graphique 1.3 présente la croissance récente des obligations de genre de type UoP. Les actifs sous gestion mondiaux de ces obligations s'élevaient à 14,5 milliards USD au 31 décembre 2023. Cela comprend environ 100 obligations UoP émises depuis 2016 et axées uniquement ou principalement sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les principaux types d'émetteurs sont les BMD et les IFD, par exemple le Groupe de la Banque mondiale (GBM), notamment la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'IFC, la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque interaméricaine de développement (BID), par l'intermédiaire de sa branche d'investissement dans le secteur privé, BID Invest, et l'Agence japonaise de coopération internationale. Certaines obligations figurant dans la base de données sont arrivées à maturité et ont remboursé le principal avec succès. Les études de cas et les exemples présentés dans cette boîte à outils mettront en évidence diverses obligations de genre incluses dans cette base de données, ainsi que des obligations sociales ou de développement durable plus larges qui englobent le genre parmi plusieurs domaines d'intervention. Pour les obligations dont les fonds sont alloués à la fois au genre et à d'autres catégories de projets sociaux ou de développement durable, la part spécifiquement dédiée à l'égalité des sexes peut ne pas être précisée au moment de l'émission.

Figure 1.3. Obligations UoP en circulation ayant pour seul ou principal objectif l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Source : Parallele Finance

Il y a un nombre croissant d'obligations à long terme d'émetteurs privés qui incluent des mesures d'égalité de genre parmi les ICP et les SPT correspondants - plus de 25 ont été émises jusqu'au 31 décembre 2023. Alors que les obligations UoP relatives au genre investissent directement dans l'inclusion financière des femmes et dans d'autres domaines d'autonomisation des femmes, les objectifs de performance axés sur le genre soutiennent l'égalité des sexes au sein de l'émetteur. Les ICP et les SPT des SLB souveraines soutiennent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par le biais de politiques et de programmes gouvernementaux.

OBLIGATIONS DE GENRE EN AFRIQUE : ÉVOLUTION DU MARCHÉ ET ÉMISSIONS

Un marché des obligations de genre se développe en Afrique grâce à la sensibilisation des marchés des valeurs mobilières, à l'élaboration de cadres pour la dette souveraine durable, aux lignes directrices réglementaires et aux premières émissions d'obligations de genre. L'Égypte a annoncé des discussions sur le soutien d'un marché pour les obligations de genre et autres obligations durables, y compris la publication de lignes directrices pour les seuils d'égalité de genre pour les bénéficiaires des produits des obligations de genre. En 2023, la Bourse du Ghana a lancé un appel pour des obligations de genre sur le marché des titres à revenu fixe du pays. La bourse a appelé les entreprises détenues par des femmes à s'inscrire sur le Ghana Alternative Market, créé pour les petites et moyennes entreprises (PME). Aucune obligation de genre n'a été émise en Égypte ou au Ghana à la fin de l'année 2023. La Bourse du Botswana a également fait des progrès en matière d'égalité de genre, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes au sein de sa direction.

Les Principes d'autonomisation des femmes des Nations unies (PEF) : Plusieurs bourses et organismes de réglementation financière africains sont signataires des PEF. Il s'agit notamment de la Bourse égyptienne et de l'Autorité de régulation financière égyptienne, de la Bourse nigériane, de la Bourse de Nairobi, de la Bourse de valeurs mobilières de Tunis et de la Bourse régionale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Ces marchés pourraient être des candidats de premier plan pour la cotation des obligations de genre. La Bourse du Nigeria s'enorgueillit également d'une section consacrée aux obligations durables. (Voir le chapitre 2 pour plus d'informations sur les PEF).

En août 2020, FSD Africa et ONU Femmes ont publié [Viability of Gender Bonds in SSA : A Landscape Analysis and Feasibility Assessment](#) et ont présenté les résultats aux émetteurs et aux investisseurs. Par la suite, FSD Africa a apporté un soutien technique aux régulateurs et aux émetteurs intéressés. Aujourd'hui, les obligations de genre sont désormais présentes sur le marché.

Figure 1.4. Émissions d'obligations axées sur l'égalité des sexes en Afrique

Utilisation du produit des obligations				
Émetteur	Banque NMB	Banque NMB	Banque Centrale Populaire	Ecobank Transnational
Type d'obligation	Développement durable (Jamii Bond)	Genre (Jasiri Bond)	Genre	Durabilité
Année d'émission	2023	2022	2021	2021
Maturité	2026	2025	2025	2031
Monnaie/Montant	400 milliards TZS (159 millions d'USD)	75 milliards TZS (32 millions d'USD)	200 millions de dirhams (21 millions d'USD)	350 millions d'USD
UoP basé sur le genre	Promouvoir l'égalité des sexes ou l'égalité des chances pour les PME détenues par des femmes	Prêts aux MPME détenues par des femmes	Prêt aux MPME détenues par des femmes par l'IMF Attawfiq	Financement ou refinancement d'entreprises détenues par des femmes ou centrées sur les femmes
Pays de l'UoP	Tanzanie	Tanzanie	Maroc	Pan-Afrique
Type d'émission	Cotée à la Bourse de Dar es Salaam	Cotée à la Bourse de Dar es Salaam et à la Bourse verte du Luxembourg (LGX)	Placement privé	Cotée à la Bourse de Londres

*Pour l'obligation Jamii de la NMB Bank, les domaines d'impact de l'UoP axés sur le genre représentent 2 des 26 domaines d'impact dont l'allocation n'a pas été spécifiée lors de l'émission de l'obligation.

**Pour les EcoBank Group Sustainability Notes, les activités éligibles de l'UoP axées sur le genre représentent une activité parmi plus de 15 activités éligibles sans allocation de produit spécifiée lors de l'émission de l'obligation.

Obligations liées au développement durable avec intégration de la dimension de genre dans les ICP et les SPT			
Émetteur	Banque de développement du Rwanda	Barloworld	Rand Water
Année d'émission	2023	2022	2021
Maturité	2030	2025 & 2027	2026 & 2028
Monnaie/montant	30 milliards de FRW (24 millions d'USD)	1,1 milliard ZAR (65 millions d'USD)	1,2 milliard ZAR (83 millions d'USD)
Lieu de l'émetteur	Rwanda	Afrique du Sud	Afrique du Sud
Objectifs de performance durable (SPT) fondés sur le genre	Augmenter les prêts aux entreprises dirigées par des femmes à 30 % des prêts aux PME d'ici 2028	- Augmenter le nombre de femmes occupant des postes de direction à au moins 50 % d'ici 2025 - Augmenter la représentation des femmes noires dans la chaîne d'approvisionnement à 15 % des dépenses totales d'ici 2025	Augmenter la représentation des femmes à tous les niveaux de gestion pour atteindre un minimum de 45 % d'ici 2025
Type d'émission	Cotée à la bourse du Rwanda	Cotée à la bourse de Johannesburg	Cotée à la bourse de Johannesburg

Le processus d'émission d'une obligation GSSS comprend des étapes qui s'ajoutent aux procédures d'une obligation traditionnelle. Au-delà des obligations traditionnelles et des obligations GSSS, le processus d'émission d'obligations de genre comprend des éléments uniques. Les tableaux suivants donnent un aperçu des étapes de l'obligation traditionnelle, de l'obligation GSSS et de l'obligation de genre. Les chapitres 2 à 8 sont consacrés au processus de l'obligation de genre.

PROCESSUS D'ÉMISSION D'OBLIGATIONS TRADITIONNELLES

PRÉ-ÉMISSION

Sélection d'un arrangeur ou d'un souscripteur
Due Diligence
Structure de l'obligation
Documentation
Notation de crédit
Approbation (Régulateur/Bourse)
Exposition itinérante
Tenue d'un livre d'ordres

ÉMISSION

Allocation et tarification
Enregistrement

PROCESSUS D'ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE TYPE « AFFECTATION DES PRODUITS DE L'ÉMISSION » (UOP)

UoP conformément au processus d'émission des obligations sociales et durables de l'ICMA <i>Principes des obligations sociales (SBP) et lignes directrices des obligations durables (SBG)</i>		UoP conformément au processus d'émission des obligations de genre <i>Processus d'alignement sur le SBP ou le SBG ; composantes observées</i>	
PRE-ÉMISSION			
ICMA composante			
		Préparation de l'émetteur à l'obligation de genre (voir chapitre 2) Équipe interne : renforcer l'expertise en matière de genre, améliorer les mesures, soutenir l'émission Collecte de données ventilées par genre sur le portefeuille, les projets et les programmes	
<i>Essentiel</i>	Définir les principes de base : sélectionner les catégories de projets admissibles Social : avantages sociaux clairs Développement durable : avantages sociaux et environnementaux évidents Identifier la/les population(s) cible(s)	Définir l'UoP : égalité de genre, autonomisation des femmes (voir chapitre 3) Identifier les catégories de projets axés sur l'égalité des sexes et présentant des avantages sociaux évidents	
<i>Essentiel</i>	Processus clair d'évaluation et de sélection des projets Définitions et processus de détermination de l'éligibilité des investissements Définir des critères pour chaque catégorie de projet admissible	Établir des critères de sélection pour chaque catégorie de projet (voir chapitre 3) Définir des critères pour chaque catégorie de projet axée sur l'égalité entre les femmes et les hommes Définir le processus de sélection des projets	
<i>Recommander</i>	Cadre obligatoire de l'émetteur décrivant l'alignement sur les SBP ou les SBG Définitions et processus pour toutes les composantes essentielles de l'ICMA Publier avant l'émission d'obligations	Fournir un cadre obligatoire avant l'émission d'obligations (voir chapitre 4) Indiquer l'alignement prévu sur les PSA ou les GSA et tout autre principe Définitions et processus pour toutes les composantes essentielles de l'ICMA Décrire la raison d'être des projets axés sur le genre Sensibiliser les investisseurs aux obligations de genre au sein des SBP ou des SBG	
<i>Recommander</i>	Examen externe préalable à l'émission Quatre types d'obligations sociales et de développement durable de l'ICMA L'avis d'un tiers est le plus souvent utilisé	Examen externe préalable à l'émission (voir chapitre 5) Avis d'un tiers indépendant employé par les émetteurs d'obligations de genre L'émetteur doit évaluer l'expérience et l'approche du prestataire	
		Structurer l'obligation (voir chapitre 6) Améliorations de crédit observées : subordination, garantie, titrisation Les BMD utilisent des structures de soutien au-delà de l'émetteur et de l'investisseur d'ancrage	

ÉMISSION		
		Émettre l'obligation (voir chapitre 7) Les placements privés et les offres publiques sont tous deux courants Les obligations de genre sont émises dans au moins 29 monnaies à ce jour Les obligations de genre sont cotées en bourse au niveau mondial : Singapour, Luxembourg
POST-ISSUANCE		
<i>Essentiel</i>	Gérer les recettes Suivre le processus de manière appropriée Empêcher les procédures internes formelles Le solde du produit est périodiquement mis à jour et ajusté Audit externe recommandé	Gérer les recettes (voir chapitre 7) Suivre le processus conformément aux orientations de l'ICMA Employer un processus interne formel Le solde du produit est périodiquement mis à jour et ajusté Audit externe recommandé
<i>Essentiel</i>	Rapports : fournir des rapports annuels postérieurs à l'émission Liste et description des projets financés et des montants Transparence dans la communication de l'impact attendu/réel	Rapports : Fournir des rapports annuels postérieurs à l'émission (voir chapitre 8) Liste et description des entreprises investies en faveur des femmes Résumé de l'impact - données quantitatives le cas échéant

Sources : Principes de l'ICMA en matière d'obligations sociales et lignes directrices de l'ICMA en matière d'obligations durables

Ressources supplémentaires sur les marchés de l'ICMA et les processus en matière d'obligations durables :

- [Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique : introduction à l'émission d'obligations thématiques](#)
- [Boîte à outils pour les obligations ODD de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est \(ASEAN\)](#)

PROCESSUS D'ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE GENRE BASÉES SUR LA PERFORMANCE

Processus d'émission des obligations liées à la durabilité (SLB) de l'ICMA Principes des obligations liées au développement durable (SLBP)		Processus d'obligation de genre basé sur la performance dans le cadre des SLBP Processus d'alignement sur les SLBP
PRE-ISSUANCE		
<i>ICMA composante</i>		Préparation de l'émetteur à l'obligation de genre (voir chapitre 2) Équipe interne : renforcer l'expertise en matière de genre, soutenir l'émission Identifier les mesures internes de référence en matière de genre
<i>Essentiel</i>	Sélection des indicateurs clés de performance (ICP) Pertinents, essentiels, matériels Mesurable sur une base cohérente Vérifiable à l'extérieur Possibilité d'évaluation comparative	Sélectionner les indicateurs clés de performance en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (voir chapitre 3) S'aligner sur les orientations du SLBP en matière d'indicateurs de performance clés
<i>Essentiel</i>	Étalonnage des objectifs de performance en matière de durabilité (SPT) Ambitieux : amélioration matérielle Comparé à un indice de référence externe dans la mesure du possible Cohérent avec la stratégie de développement durable et d'entreprise Calendrier prédéfini, fixé avant l'émission	Construire des SPT pour atteindre les ICP axés sur le genre (voir chapitre 3) S'aligner sur les orientations des SLBP concernant les objectifs de performance durable (SPT) Les SPT doivent refléter une augmentation significative des mesures et des programmes relatifs à l'égalité des sexes.
<i>Recommander</i>	Examen externe préalable à l'émission (Voir le tableau de l'UoP ci-dessus) Évaluation des caractéristiques des ICP et des SPT susmentionnés	Examen externe préalable à l'émission (chapitres 4 et 6) (Voir le tableau de l'UoP ci-dessus) Évaluation des caractéristiques des ICP et des SPT susmentionnés
ÉMISSION		
<i>Essentiel</i>	Caractéristiques des obligations : pierre angulaire de SLB Impact financier et/ou structurel des événements déclencheurs sur l'État Lié à l'atteinte ou à l'absence d'atteinte des SPT L'ajustement des coupons vers le haut et/ou vers le bas est le plus fréquent	Identifier l'impact financier et/ou structurel autour de : (voir chapitres 5 et 7) Indiquer l'impact financier et/ou structurel des événements déclencheurs Lié au respect/au non-respect des SPT axés sur le genre Ajustement du coupon à la hausse et/ou à la baisse le plus fréquent
POST-ÉMISSION		
<i>Essentiel</i>	Rapports : au moins une fois par an Informations actualisées sur les performances des indicateurs clés de performance Informations pour aider les investisseurs à évaluer les niveaux d'ambition du SPT Mise à jour de la stratégie de développement durable de l'émetteur	Rapports : au moins une fois par an (voir chapitre 8) Informations actualisées sur les performances des indicateurs clés de performance Informations pour aider les investisseurs à évaluer les niveaux d'ambition du SPT Mise à jour de la stratégie de développement durable de l'émetteur
<i>Essentiel</i>	Vérification externe : au moins une fois par an Vérification externe obligatoire des informations susmentionnées	Vérification externe : au moins une fois par an (voir chapitre 8) Vérification externe obligatoire des informations susmentionnées

Source : Principes de l'ICMA sur les obligations liées au développement durable

2 TRAVAIL PRÉPARATOIRE DE L'ÉMETTEUR

Pour émettre, gérer les fonds et assurer le suivi d'une obligation à dimension de genre, il est essentiel d'anticiper les étapes et les rôles nécessaires à l'intégration du genre dans le processus. Dans un premier temps, les émetteurs pourraient avoir besoin de services de conseil ou d'une assistance technique pour comprendre les principes de l'ICMA et intégrer les composantes essentielles et recommandées dans l'émission de l'obligation. Par ailleurs, trois domaines de travail fondamentaux doivent être pris en compte :

- Faire de l'égalité des sexes une priorité fondamentale de la stratégie de l'organisation.
- Mettre en place un groupe de travail sur les obligations de genre.
- Veiller à la disponibilité de données solides et ventilées par genre.

DONNER LA PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LA STRATÉGIE DE L'ORGANISATION

Le fait de donner la priorité à l'égalité des sexes la stratégie de l'organisation permet de concentrer l'attention et les ressources sur des résultats ayant un impact. Lorsqu'une organisation identifie l'égalité des sexes comme un élément fondamental de sa réussite, elle peut contribuer efficacement à la réalisation d'objectifs généraux de développement durable en soutenant un changement social positif¹⁰. Si les stratégies en matière d'égalité des sexes varient selon les secteurs et les régions, l'objectif central est l'engagement en faveur de l'égalité des sexes et la mise en œuvre d'objectifs correspondants dans tous les domaines de la stratégie, de la structure, des opérations, de la gestion et du leadership.

65 % des banques en Afrique subsaharienne ont mis en place une stratégie en matière d'égalité des sexes.

19 % prévoient d'en mettre une en place, selon une enquête réalisée en 2023.⁹

Il est important que les dirigeants de l'émetteur, y compris le conseil d'administration, le comité d'investissement et/ou les groupes de direction similaires, considèrent l'égalité des sexes comme une priorité pour l'organisation et comme un moteur essentiel de l'émission d'obligations de genre. Cette justification pourrait inclure :

- Le soutien aux femmes emprunteuses comme stratégie visant à conquérir une part d'un marché sous-exploité mais potentiellement lucrative
- La promotion de l'égalité des sexes dans tous les ODD
 - Par exemple, la réduction de la mortalité maternelle, l'amélioration des compétences techniques des femmes ou l'élimination des écarts de rémunération entre les sexes (en rapport avec les indicateurs 3.1.1, 4.4.1 et 8.5.1 des ODD)
- L'investissement dans les avantages opérationnels et financiers découlant d'un leadership diversifié sur le plan du genre
- Le positionnement de l'émetteur en tant que champion de l'égalité des sexes
- La diversification de la base d'investisseurs de l'émetteur.

En tant que lignes directrices sur l'égalité des sexes reconnues à l'échelle mondiale, les principes d'autonomisation des femmes (PEF) peuvent constituer un outil utile pour les émetteurs d'obligations de genre des deux types qui cherchent à améliorer l'égalité interne. Grâce aux PEF, ONU Femmes et le Pacte mondial de l'ONU fournissent du matériel d'apprentissage et de sensibilisation à plus de 9 000 signataires. Le [WEPs Transparency and Accountability Guide](#) (Guide de Transparence et de Responsabilité des PEF) fournit des indicateurs pour chaque principe que les organisations publiques et privées peuvent utiliser pour évaluer les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes. Les principes sont les suivants :

- Leadership d'entreprise de haut niveau.
- Traiter toutes les femmes et tous les hommes équitablement au travail, sans discrimination.
- Santé, bien-être et sécurité des employés.
- Éducation et formation pour le développement de carrière.
- Le développement de l'entreprise, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les stratégies marketing.
- Les initiatives communautaires et les actions de plaidoyer.
- Les mesures de performance et les rapports de suivi.

Une autre ressource pour les émetteurs est la certification EDGE (Dividendes économiques de l'égalité des sexes), une norme mondiale de premier plan pour l'égalité des sexes sur le lieu de travail¹¹. Lancée en 2011, la Fondation EDGE Certified propose un programme de certification en matière d'égalité de genre aux entités à but lucratif et non lucratif de tous types. Les organisations de plus de 200 personnes peuvent obtenir trois niveaux progressifs de certification EDGE grâce à une évaluation quantitative et qualitative rigoureuse des mesures de l'équilibre entre les sexes dans quatre domaines : la représentation sur le lieu de travail, l'équité salariale, les politiques favorisant les carrières équitables et la culture d'inclusion. Parmi les institutions multilatérales, le Programme des Nations unies pour le développement, le Fonds des Nations unies pour la population, l'UNICEF et le Fonds monétaire international (FMI) sont tous certifiés EDGE. Parmi les émetteurs d'obligations de genre, le GBM, DIB Invest et l'IFC ont obtenu une certification EDGE. Un autre émetteur, Banco Solidario (Équateur), a également obtenu une certification.

Le label EDGE a gagné du terrain parmi les institutions financières africaines. La NMB Bank, émettrice d'obligations de genre, est devenue la première banque d'Afrique et la première société d'Afrique subsaharienne à obtenir une certification EDGE en 2022. La BafD détient une certification EDGE, la représentation des femmes dans les postes de direction passant de 17 % en 2019 à 32 % en 2022¹². La Société Générale Marocaine de Banques détient une certification, et Standard Chartered Ghana est en train d'en obtenir une.

CRÉER UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LES OBLIGATIONS DE GENRE

La formation d'un groupe de travail interne pour faire progresser l'expertise dans les domaines de projet ciblés a été identifiée comme une meilleure pratique par les émetteurs d'obligations durables.¹³ Pour les institutions financières et autres émetteurs d'obligations de genre, les principales fonctions d'émission d'obligations doivent toutes être représentées dans un groupe de travail sur les obligations de genre. La fonction du groupe est de mettre en œuvre la préparation interne. Si une stratégie d'égalité de genre est en place ou en cours d'élaboration, le travail du groupe doit être aligné sur la stratégie.



Outre les membres des équipes de trésorerie/financement, d'administration des prêts, de relations avec les investisseurs et de juristes chargés d'exécuter toute émission d'obligations, les groupes de travail sur les obligations de genre doivent comprendre des représentants d'autres fonctions, notamment des équipes chargées de la durabilité, de l'informatique et de l'élaboration des rapports. Pour les obligations de type UoP, il devrait y avoir une représentation des fonctions d'origination des prêts et de développement des affaires. Les émetteurs souverains, les IFD et les organisations non gouvernementales peuvent avoir des spécialistes du genre en place qui devraient également contribuer au groupe. Pour une émission de SLB, une représentation des ressources humaines et de l'équipe chargée de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI), le cas échéant, est également nécessaire. Pour les émetteurs du secteur public qui disposent d'un plan d'action en matière d'égalité de genre, la participation des principaux départements et parties prenantes du plan doit être mise à la disposition des groupes de travail sur les obligations de genre.

Une fois les groupes de travail sur les obligations de genre constitués, la planification de l'adhésion aux composantes essentielles et recommandées de l'ICMA peut commencer. Le groupe peut évaluer le besoin de services de conseil à tout moment. Le groupe doit prévoir tous les partenaires externes, y compris un souscripteur/arrangeur et un fournisseur d'examen externe ayant une expertise en matière de genre et/ou d'émission d'obligations durables au sens large.

GARANTIR LA DISPONIBILITÉ DE DONNÉES SOLIDES ET VENTILÉES PAR GENRE

La collecte de données ventilées par genre est un point de départ fondamental pour les émetteurs d'obligations de genre UoP qui cherchent à s'aligner sur l'ICMA. La préparation aux quatre composantes essentielles des principes applicables aux obligations sociales (Social Bond Principles, SBP) doit être effectuée à l'avance par la collecte de données ventilées par genre par portefeuille, produit et/ou programme. La mise en place ou le renforcement de cette collecte est une fonction initiale importante des groupes de travail sur les obligations de genre. Le financement d'entreprises détenues ou dirigées par des femmes - des microentreprises aux grandes entreprises cotées en bourse - est l'un des principaux domaines de projet admissibles pour les obligations de l'UoP en faveur de l'égalité des sexes. Parmi les autres domaines d'intervention figurent les prêts hypothécaires et autres services financiers destinés aux femmes. Par conséquent, l'identification des emprunteurs, des bénéficiaires d'investissements ou des clients actuels en fonction de leur genre peut ouvrir la voie à la définition de l'UoP et à l'élargissement de la portée de l'émetteur afin d'intégrer davantage de femmes dans le système financier. Pour les émetteurs souverains et les autres institutions non financières qui souhaitent inclure des indicateurs de genre ou des indicateurs clés de performance (ICP) dans les émissions de GSSS, des données ventilées par sexe doivent être recueillies sur les bénéficiaires des programmes gouvernementaux identifiés comme des catégories de projets admissibles. Il pourrait s'agir de données sur des écarts importants entre les sexes, notamment sur les femmes vivant dans des zones très pauvres, sur les femmes victimes de violences de genre, et sur les programmes disponibles pour répondre à ces problèmes. Il serait également utile de recueillir des données ventilées par sexe sur les salaires, le leadership et d'autres paramètres au sein des agences gouvernementales.

Alors que les rapports post-émission seront spécifiés en fonction des projets qualifiés, la mise en œuvre de la collecte de données de base sur le genre pour tous les emprunteurs ou bénéficiaires actuels sert à (1) identifier les emprunteurs éligibles au sein du portefeuille actuel, (2) permettre l'expansion des services aux domaines de financement axés sur les femmes, et (3) préparer le suivi des obligations pour l'égalité des sexes. Avec des données ventilées par genre sur les activités actuelles, l'émetteur est prêt pour la première composante essentielle du SBP, à savoir l'identification d'une utilisation claire du produit, ainsi que l'identification des projets éligibles axés sur le genre, qui constitue la deuxième composante, le processus d'évaluation et de sélection des projets. Des principes directeurs clairement axés sur l'égalité des sexes permettent de développer le cadre de l'émetteur et l'examen externe. L'adhésion aux autres composantes essentielles, à savoir la gestion des recettes et l'établissement de rapports, nécessite des données ventilées par genre - et des processus de collecte.

Après avoir évalué les pratiques actuelles en matière de collecte de données ventilées par genre, l'émetteur doit passer à la mise en œuvre ou au renforcement des processus.

Certains émetteurs d'obligations de genre ont proposé un produit financier initial axé sur les femmes. Par exemple, avant l'émission de son obligation de genre en 2023, la banque tanzanienne NMB a lancé en 2020 une initiative centrée sur l'attraction des entreprises détenues par des femmes, qui incluait la collecte de données de portefeuille par genre. Les données ventilées par genre peuvent également aider les prestataires de services financiers et les partenaires à mieux comprendre la rentabilité et l'impact des programmes visant à toucher un cercle plus large d'entreprises et de services non financés, appartenant à, dirigés par ou ciblant les femmes.

Le Code WE Finance : L'initiative de financement des femmes entrepreneures (We-Fi) est un partenariat hébergé par le Groupe de la Banque mondiale, réunissant huit banques multilatérales de développement (BMD) et 14 pays, avec pour objectif de lever les contraintes financières auxquelles sont confrontées les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) détenues par des femmes (WMSMEs) dans les pays en développement. La Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque islamique de développement en sont les partenaires de mise en œuvre. Le soutien de We-Fi a été inclus dans des structures d'obligations de genre en Amérique latine et en Asie. We-Fi a lancé le Code WE Finance, une initiative multipartite invitant les prestataires de services financiers et les autorités financières du secteur public aux niveaux local, étatique et national à collecter et à communiquer des données standardisées ventilées par sexe sur les prêts et autres programmes. Le Code fournit des conseils sur la collecte de données sur les services financiers et peut servir de ressource pour les émetteurs privés et publics d'obligations de genre.

Pour les émetteurs d'obligations de genre de type UoP, le renforcement des mesures internes relatives à l'égalité des sexes permet d'établir un leadership en matière d'investissement en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes. Les indicateurs de genre varient considérablement selon les secteurs et les régions ; une évaluation initiale est donc une étape importante, et un processus de certification ou des services de conseil peuvent s'avérer utiles. L'attention portée aux indicateurs internes - et l'engagement à les améliorer - permet d'attirer des clients appartenant à des femmes et dirigés par des femmes, ainsi que des investisseurs soucieux de l'égalité.

Pour les émetteurs d'obligations de genre basées sur la performance qui se préparent à travailler sur des indicateurs clés de performance en matière d'égalité de genre, il est nécessaire d'évaluer les mesures actuelles. Cela peut se faire par le biais d'un programme de certification, d'audit des indicateurs actuels d'égalité de genre, et/ou par le biais de conseils et de formations.



3 CATÉGORIES DE PROJETS ADMISSIBLES ET CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DES INVESTISSEMENTS

Pour développer la structure et le cadre d'une obligation de genre, les émetteurs doivent commencer à définir clairement les critères d'éligibilité et les catégories de sélection et d'examen. Une norme de référence - une source de recherche pour l'identification des projets - peut être citée par l'émetteur d'une obligation durable.

NORMES DE RÉFÉRENCE POUR LES CATÉGORIES DE PROJETS

Catégories de projets pour les obligations de genre de type UoP

Les SBP de l'ICMA suggèrent que les catégories de projets sociaux incluent, sans s'y limiter, les domaines suivants :¹⁴



- Les infrastructures de base abordables
- L'accès aux services essentiels
- L'accès au logement à un coût abordable
- La création d'emplois, notamment par le biais du financement des PME
- La sécurité alimentaire
- L'avancée socio-économique et l'autonomisation.

Avec la mise à jour de 2020, les SBP incluent les femmes et les minorités de genre/sexuelles parmi les exemples cités de populations cibles pour ces catégories de projets sociaux.



Destinés à s'aligner sur les SBP, les OBP citent des types de projets pour l'allocation de capitaux positifs en termes de genre : les produits et services axés sur les femmes ; les entités dont la main-d'œuvre et les chaînes de valeur sont diversifiées en termes de genre ; >50 % détenues par des femmes ou des femmes occupant des postes de direction supérieurs au marché ; les projets alignés sur les ESG ou les ODD bénéficiant de manière disproportionnée aux femmes.



En tant que lignes directrices générales sur l'égalité des sexes au niveau de l'organisation, les PEF peuvent servir de normes de référence pour les catégories de projets de l'obligation de genre de type UoP. (Voir le chapitre 2 pour leur description).



Les normes de référence de la catégorie de projet les plus souvent citées par les émetteurs d'obligations de genre de type UoP sont les ODD, qu'il s'agisse d'une sélection d'ODD ou de l'ensemble des ODD. Comme indiqué, les objectifs en matière d'égalité de genre sont inclus dans un certain nombre d'ODD, principalement l'ODD 5 : parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles. Ces résultats visent à : lutter contre la discrimination ; éliminer les pratiques néfastes ; reconnaître et valoriser le travail de soins non rémunéré ; promouvoir la représentation des femmes dans les postes de direction ; garantir l'accès à la santé sexuelle et reproductive et aux droits y afférents ; favoriser l'accès aux ressources économiques ; orienter les technologies vers l'égalité des sexes ; et mettre en place des politiques et une législation fortes pour l'autonomisation des femmes. L'ODD 5 correspond à 14 [indicateurs d'ODD](#) permettant d'évaluer la réalisation d'objectifs spécifiques. Plusieurs autres ODD ont des résultats en matière d'égalité de genre et des indicateurs correspondants. Sur les 17 ODD, 54 des 248 indicateurs font directement référence aux femmes et aux filles.

Les principales catégories de projets admissibles citées par les émetteurs d'obligations de genre de type UoP sont les suivantes :¹⁵



Financement des PME détenues par des femmes



Financement pour d'autres femmes emprunteuses : logement et services



Financement des PME axées sur l'environnement ou le climat et détenues par des femmes



Financement pour les grandes entreprises et les entreprises publiques qui se distinguent par leurs performances en matière d'égalité de genre

Normes de référence pour les obligations de genre basées sur la performance

Les lignes directrices et les indicateurs ci-dessus peuvent également servir de normes de référence générales pour les émetteurs d'obligations de genre basées sur la performance. En outre, l'ICMA fournit des exemples de registres d'ICP et de SPT pour accompagner les SLBP. Les objectifs d'égalité de genre basés sur le registre des indicateurs clés de performance pourraient inclure :



Objectif sur la proportion de femmes à tous les niveaux de l'organisation



Objectif sur la proportion de femmes aux niveaux de l'encadrement et de la direction



Objectif sur la proportion de femmes occupant des postes dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM)



Réduction ou suppression des écarts de rémunération médians entre les femmes et les hommes.

Regrouper les indicateurs d'égalité de genre

Le guide [Bonds to Bridge the Gender Gap](#) développe les domaines d'utilisation des fonds définis par l'ICMA et le registre illustratif des ICP avec des projets spécifiques d'utilisation des produits liés au genre, ainsi que des exemples d'ICP et de SPT pour les obligations basées sur la performance. Les principaux indicateurs de l'égalité des sexes peuvent être utilisés par les émetteurs du secteur privé, que ce soit pour des obligations à utilisation des fonds ou basées sur la performance. Ces indicateurs comprennent :

- La représentation dans les postes de direction
- La représentation des employés
- La rémunération dans les postes de direction et pour les employés (pour les ICP/SPT)
- Un environnement de travail sûr, respectueux et favorable
- La représentation dans la chaîne d'approvisionnement
- Le renforcement des compétences et l'accompagnement
- Les politiques et les normes favorables à l'égalité (pour les ICP/SPT)
- La représentation dans la clientèle
- Les offres ciblées pour des clientes/utilisatrices spécifiques
- L'expérience client
- La représentation et l'engagement communautaires
- Le développement de compétences et l'accompagnement au niveau communautaire

Les domaines d'utilisation des fonds et les exemples d'ICP/SPT pour les émetteurs du secteur public incluent des indicateurs d'égalité de genre dans les domaines suivants :

- L'accès au financement et aux marchés ; l'entrepreneuriat
- La passation de marchés publics
- L'accès à l'emploi décent et aux opportunités de leadership
- La redistribution et la réduction du travail domestique et de soins non rémunéré
- Les programmes de lutte contre les violences de genre ; les services de soutien pour les personnes concernées.

Pour que les émetteurs souverains se préparent à émettre des obligations de genre, il faut ouvrir la voie en incluant des indicateurs d'égalité de genre dans les plans macroéconomiques et les stratégies nationales pour l'égalité femmes-hommes des pays. Aligner les indicateurs sur les normes de référence des obligations de genre.

Les [indicateurs d'impact conjoints](#), publiés dans le cadre des indicateurs harmonisés pour les opérations du secteur privé et du système de mesure d'impact IRIS+ du GIIN, proposent des indicateurs de haut niveau que les investisseurs peuvent utiliser pour mesurer et rendre compte des investissements durables. En matière de genre, ces indicateurs recommandent aux investisseurs de se préparer à mesurer et à communiquer des données sur la présence de femmes dans les postes de direction, le nombre d'entreprises financées fondées par des femmes, le nombre d'emplois féminins soutenus et/ou le nombre de consommatrices touchées.

CATÉGORIES DE PROJETS ADMISSIBLES À L'UOP : CRITÈRES ET ÉTUDES DE CAS¹⁶

Financement des micro, petites et moyennes entreprises détenues par des femmes (WMSME)

Le financement des MPME détenues par des femmes est la catégorie de projet la plus souvent citée pour les obligations de genre de type UoP. Au moins 85 % des obligations de genre autres que celles des BMD sont axées sur le financement de MPME détenues par des femmes sur un marché géographique spécifié.¹⁷

Figure 3.1. Définitions et critères de sélection des projets pour les prêts aux MPME détenues par des femmes

Utilisation du produit des obligations	
Définitions des MPME par l'IFC¹⁸	• Micro-entreprise : <10 employés ; <100 000 USD d'actifs et/ou de ventes. • Petite entreprise : 10 à 49 employés ; 100 000 à 3 millions USD d'actifs et/ou de chiffre d'affaires. • Moyenne entreprise : 50 à 300 employés ; 3 à 15 millions de dollars d'actifs et/ou de chiffre d'affaires. • MPME détenues par des femmes : >50 % des parts ; au moins 20 % des parts avec au moins une femme à la direction et au moins 40 % de représentation au conseil d'administration. 40 % de représentation s'il y a un conseil d'administration.
Définition de MPME détenues par des femmes dans le Code WE Finance	• Détenue à plus de 50 % ou contrôle effectif par une combinaison de propriété, de gestion et de gouvernance. • Le code exige des données distinctes pour les micro et les petites/moyennes entreprises.
<u>Critères 2X :</u>	L'un des éléments suivants : (applicable à toute entité et non en fonction de la taille) • >50 % de femmes propriétaires ou fondatrices. • 30 % de la haute direction ou du conseil d'administration/comité d'investissement. • 30 à 50 % de femmes sur le marché du travail. • Produits ou services axés sur les femmes.

2X Global : Le « 2X Challenge » est un partenariat public-privé révolutionnaire en matière d'investissement pour l'égalité femmes-hommes (GLI), lancé lors du Sommet du G7 de 2018. Avec la participation de plus de 20 IFD et BMD, le Challenge a dépassé ses deux premiers objectifs, avec des investissements totaux de 27,7 milliards de dollars jusqu'en 2022, y compris la mobilisation de plus de 6,3 milliards de dollars de capitaux privés. Le Challenge est hébergé par 2X Global, une organisation de membres de la finance GLI. En cherchant à faire progresser les normes, l'organisation propose des critères d'investissement, y compris ceux cités dans les figures 3.1 et 3.3. En outre, 2X a annoncé le développement d'une certification pour les investissements axés sur le genre dans les marchés privés et publics. Cette certification est en cours d'élaboration dans le cadre d'un processus de co-crédation avec les dirigeants de GLI, et le lancement d'un programme pilote est prévu pour 2024.

Figure 3.2. Études de cas : émissions d'obligations de genre pour soutenir le financement des MPME détenues par des femmes sur différents marchés

Notes : (1) Les normes de référence et les critères de sélection des projets sont énoncés par l'émetteur au moment de l'émission et fournissent des indicateurs de référence aux investisseurs. Un examen externe (voir chapitre 6) peut être entrepris pour évaluer dans quelle mesure les procédures de l'émetteur et l'utilisation des produits sont conformes aux normes et critères énoncés. (2) Tous ces émetteurs ont fait l'objet d'un examen externe de leur cadre obligataire/de financement.

 Première obligation de genre aux Philippines ASA Philippines Foundation : émission de titres de 5 ans d'une valeur de 5 milliards de PHP (environ 90 millions USD). Financement de prêts aux MPME détenues par des femmes. ASA dessert plus de 2 millions de MPME détenues par des femmes. Financement islamique proposé. Normes de référence citées : Non divulgué. Critères de sélection des projets : Projet générateur de revenus à l'initiative du client. Prêt initial de 6 000 PHP (soit environ 109 USD).	 Première obligation de genre sur les marchés de capitaux argentins Pro Mujer (entreprise sociale) : émission de titres de 200 millions d'ARS (environ 1 million USD) sur 12 mois. Financement de prêts à plus de 1 400 MPME détenues par des femmes en Argentine. Il est garanti par quatre banques argentines. Normes de référence citées : ODD 1,3, 4, 5, 8, 10, 11, 16. Critères de sélection des projets : Femmes entrepreneurs âgées de 18 à 75 ans, propriétaires de micro et petites entreprises dans le secteur semi-formel. Les industries comprennent le commerce, le textile et l'agriculture.
--	--



Première obligation de genre en Géorgie

Organisation de microfinance Crystal : 25 millions de GEL (9 millions d'USD) en obligation sur 2 ans. Financement et services de soutien aux PME détenues par des femmes en Géorgie. Comprend une plateforme de financement innovante. La BASD et la Banque de Géorgie étaient les investisseurs initiaux.

Normes de référence citées : ODD 1, 4, 5, 7, 8, 10.

Critères de sélection des projets : Micro et petites entreprises détenues par des femmes, y compris les entreprises d'équipements d'énergie renouvelable détenues par des femmes.

NB : L'émetteur est un signataire des PEF.



Première obligation de genre pour les emprunteurs européens

Obligation sociale NatWest pour les femmes entrepreneures : 500 millions EUR (environ 533 millions USD), obligation sur 5 ans. Financement ou refinancement de 14 000 entreprises individuelles ou PME détenues par des femmes. Prêt moyen de 27 000 GBP.

Normes de référence citées : ODD 5 et 10.

Critères de sélection des projets : Entrepreneures individuelles ou PME détenues à au moins 51 % par des femmes, selon la Loi sur les sociétés du Royaume-Uni de 2006.



Kirghizistan

Banque d'Asie : 82 millions KGS (1 million USD), obligation à 3 ans. Financement à l'appui des stratégies de la République kirghize en matière d'égalité de genre, notamment la stratégie nationale pour la réalisation de l'égalité des sexes d'ici à 2030. Appuyée notamment par ONU Femmes et l'Institut de recherche en politique économique pour la République kirghize.

Normes de référence citées : Stratégies du Kirghizistan en matière d'égalité de genre. Stratégie nationale de genre sur la réalisation de l'égalité des sexes d'ici à 2030.

Critères de sélection des projets : Femmes entrepreneures ayant des entreprises nouvelles ou en croissance.



Première obligation de genre en Équateur

Banco Solidario : 30 millions d'USD d'obligations à 2 ans. Conseil pour le renforcement de ses programmes d'épargne et de crédit destinés aux groupes cibles. Financement des MPME détenues par des femmes et d'autres emprunteurs sous-représentés, notamment les personnes âgées et les migrants exclus du système financier formel.

Normes de référence citées : ODD 1, 5, 8, 9, 10, 17.

Critères de sélection des projets : MPME appartenant à l'un des groupes d'emprunteurs cibles.

Note : L'émetteur est signataire des principes de l'ONU pour l'investissement responsable et des PEF et est certifié EDGE.



Inde

Symbiotics Investments : 244,6 millions INR (environ 3 millions USD) – obligation sur 3 ans via sa plateforme MSME Bonds S.A. Financement de prêts à 6 000 MPME détenues par des femmes en Inde à travers une structure de note « pass-through », avec un refinancement vers Light MF Pvt Ltd. Le microcrédit est défini comme inférieur à l'équivalent de 10 000 USD.

Normes de référence citées : ODD (non spécifié)

Critères de sélection des projets : Création d'emplois, réduction du chômage résultant des crises socio-économiques. Population cible : population féminine de l'Inde.



Canada

BMO Financial Group Women in Business Bond : 750 millions CAD (environ 593 millions USD), obligation sur 5 ans. Financement d'entreprises canadiennes détenues par des femmes, de toutes tailles, y compris les PME. Fait partie du cadre de financement durable de BMO.

Normes de référence citées : ODD 5 et 8

Critères de sélection des projets : Entreprises détenues par des femmes.

Note : L'émetteur est un signataire des PEF.

Obligations de genre pour soutenir le financement du logement pour les femmes

Le financement du logement pour les femmes est une autre catégorie de projet observée pour les obligations de genre. Dans les économies en développement, les femmes représentent une proportion plus importante de ceux qui ne disposent pas d'un logement sûr, durable et salubre, ce qui augmente les risques de violence de genre et les problèmes de santé¹⁹. L'IFC estime que la population urbaine en Afrique augmentera de 1,2 milliard au cours des 30 prochaines années, alors que la finance du logement reste sous-développée²⁰. Le WBG estime qu'il existe une opportunité importante de développer des produits de financement du logement pour les femmes en Afrique, en particulier pour les femmes travaillant dans l'économie informelle, où il peut être difficile d'établir des antécédents financiers²¹.

La BASD a émis de nombreuses obligations de genre, qui ont suscité la demande des investisseurs dans une série de monnaies mondiales et locales. Son « projet de promotion de l'égalité des sexes dans le logement » est une série d'émissions obligataires destinées à soutenir le logement des femmes rurales au Kazakhstan. (Pour en savoir plus sur cette série, voir le chapitre 7).

En 2020, Aavas Financiers Ltd, l'un des principaux fournisseurs de financement de logements à coût abordable en Inde, a émis une obligation de genre d'une valeur de 3,6 milliards INR (50 millions USD) afin d'améliorer l'accès des femmes à la propriété et au logement en Inde. British International Investment (BII) a été le seul acheteur de l'obligation. Aavas a fait état d'un alignement sur les SBP et sur plusieurs ODD, et BII a fait état d'un alignement sur les SBP et sur le Challenge 2X.

Obligations de genre en faveur des grandes entreprises ayant de bons résultats en matière d'égalité de genre

Sur les marchés développés, les obligations de genre ont été utilisées pour fournir un financement aux grandes entreprises et/ou aux entreprises cotées en bourse qui présentent de bonnes performances en matière d'égalité femmes-hommes. Equileap, l'un des principaux fournisseurs d'indicateurs et de données de genre dans les entreprises, publie le [Gender Equality Global Report and Ranking](#), un classement annuel de 5 600 entreprises publiques basé sur 21 critères d'égalité de genre, dont la représentation à tous les niveaux du personnel et du conseil d'administration, l'écart de rémunération et la transparence, les avantages sociaux, les politiques de lutte contre le harcèlement sexuel, ainsi que l'engagement et la transparence²².

En 2017, le groupe d'assurance australien QBE a émis une obligation perpétuelle de 400 millions de dollars. Le produit de cette émission a été affecté au financement (ou au refinancement) d'entreprises reconnues dans le classement 2017 d'Equileap ou de celles qui sont devenues signataires des PEF.

Un long chemin pour atteindre l'égalité des sexes dans les entreprises africaines cotées en bourse : En 2019, Equileap s'est associé à la Bourse de Nairobi (NSE) et à New Faces New Voices, un réseau de femmes dans la finance, pour évaluer toutes les entreprises cotées en bourse au Kenya sur l'égalité des sexes sur le lieu de travail. Pour les 60 entreprises de la base de données, le score moyen était de 26 %. (Un score de 100 % signifie que l'égalité des sexes est atteinte).²³

Dans une analyse réalisée en 2021, l'IFC a utilisé les critères d'Equileap pour évaluer l'égalité des sexes dans les 30 sociétés cotées les plus capitalisées de la Bourse nigériane. Le résultat a montré qu'aucune n'avait atteint l'équilibre entre les sexes et que le score moyen de 32 % était inférieur au score moyen de 34 % de la base de données d'Equileap pour 2021. Les recommandations de l'étude comprennent l'adoption et la promotion de la diversité des genres par le leadership, la fixation d'objectifs pour la représentation des femmes à tous les niveaux de la main-d'œuvre et l'adoption de politiques favorables à l'embauche et à la promotion des femmes, ainsi que des avantages sociaux pour les parents sur le lieu de travail²⁴.

En 2017, la banque canadienne CIBC a émis une obligation Women in Leadership (WIL) d'une durée de trois ans et d'un montant de 1 milliard de dollars canadiens (761 millions de dollars américains). Le produit a été utilisé pour prolonger les conditions de financement avantageuses pour les sociétés qui atteignent des seuils spécifiés pour l'obligation WIL et d'autres mesures de genre. L'émission est arrivée à échéance en septembre 2021. Peu après l'échéance de l'obligation, la banque a annoncé la mise en place d'un nouveau cadre d'émission durable, le premier de ce type pour une banque canadienne.

Obligations durables combinant des utilisations des produits à la fois vertes et liées au genre

Comme nous l'avons vu au chapitre 1, les obligations de développement durable orientent le produit vers des projets éligibles au titre des lignes directrices vertes et sociales. Bien que les SBG n'exigent pas l'intégration des critères sociaux et verts dans chaque projet éligible, les investisseurs ayant recours à la « perspective de genre » s'intéressent de plus en plus aux investissements qui englobent les deux domaines de critères. Cela a conduit à une croissance des offres d'investissement qui combinent les deux. L'un des points centraux des critères combinés est le financement pour les femmes en tant qu'agents ou leaders de solutions en réponse au changement climatique, notamment en matière d'atténuation, d'adaptation et de transition juste.

Figure 3.3 Critères pour orienter les investissements vers l'égalité des sexes et les solutions climatiques

Women in Finance Climate Action Group (Groupe « Femmes en finance » pour l'action sur le climat)	Un cadre d'action Fournit un cadre et des mesures pour l'intégration des femmes dans les processus d'investissement et les résultats cibles des véhicules d'investissement climatique.
2X Global	Boîte outils sur le genre et le financement climatique Un guide pour identifier et hiérarchiser les risques et les opportunités d'investissement combinés liés au genre et au climat.

IIX est un émetteur d'obligations de genre, avec six émissions de Women's Livelihood Bond™ (WLB) totalisant 228 millions USD à ce jour. En commençant par WLB1 en 2017, les obligations financent des MPME détenues par des femmes dans de multiples pays et secteurs. Plusieurs obligations de la série incluent une composante mettant l'accent sur le climat, y compris le financement de solutions climatiques menées par des femmes, la pêche et l'agriculture à petite échelle prise en charge par des femmes, et l'accès au transport et à l'eau potable.

En 2021, Ecobank Transnational a émis pour 350 millions USD d'obligations de développement durable sur 2 à 10 ans. Les projets éligibles dans ce cadre comprenaient 10 catégories sociales et liées au climat, sans toutefois spécifier la proportion allouée à chaque catégorie dans la documentation de l'obligation. Les entreprises détenues et dirigées par des femmes sont citées comme population cible et comme l'une des 15 activités éligibles. L'émission a suivi le lancement par la banque, en 2022, d'une initiative visant à soutenir les MPME détenues par des femmes. Les rapports postérieurs à l'émission ont révélé que 25 % du produit total ont été utilisés pour financer plus de 3 000 prêts à des entreprises détenues ou gérées par des femmes.

En décembre 2021, Bank of America a émis une obligation de développement durable « Equality Progress » d'une valeur de 2 milliards de dollars et d'une durée de 4 ans. L'émission a suivi le cadre d'émission de la banque sur le thème de l'ESG et fait suite à une émission similaire en 2020. Au moins 50 % du produit de l'obligation sera consacré au logement abordable et au capital d'entreprise pour les femmes et les personnes de couleur. La spécification des allocations permet aux investisseurs de savoir clairement comment les objectifs de l'obligation seront atteints.

L'obligation, qui est remboursable après trois ans, paiera un taux fixe de 1,53 % pendant les trois premières années et un taux variable par la suite.²⁵ La troisième obligation de la série a été émise pour le même montant en 2022. Cette obligation à six ans, remboursable dans cinq ans, rapporte 6,204 % semestriellement pendant les cinq premières années et un taux variable trimestriel par la suite.

Lors de l'émission de ses Equality Progress Sustainability Bonds, Bank of America (BoFA) a délibérément choisi de faire appel à des courtiers-dirigeants femmes et issus de minorités pour agir conjointement en tant que chefs de file aux côtés de BoFA Securities. Il s'agit là d'un autre moyen pour les émetteurs d'obligations de promouvoir l'égalité des sexes dans la finance.

En juin 2023, le Fonds international de développement agricole, une agence des Nations unies, a émis une obligation durable à 15 ans dont le produit est destiné à soutenir un financement accru pour une transformation rurale inclusive et durable. L'obligation de 115 millions d'euros (123 millions de dollars) a fait l'objet d'un placement privé auprès d'Amundi Asset Management.

Au-delà des émissions du secteur privé : obligations de genre des BMD, des agences gouvernementales et des organisations à but non lucratif

Bien qu'aucune obligation souveraine de type UoP axée sur le genre n'ait encore été émise à ce jour (au 15 février 2024 – ndlr : cf. la première émission de ce type a été réalisée par l'Islande en juin 2024), les domaines d'action de plusieurs obligations « genre » à large portée émises par le groupe de la WBG peuvent servir d'exemples pour les émetteurs souverains et publics. Début 2021, la BIRD a émis une obligation ODD à taux variable de 5 milliards de NOK (587 millions USD) sur 5 ans, axée sur l'égalité des sexes, la santé, ainsi que sur l'impact disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur les femmes²⁶. L'obligation est négociée sur le Luxembourg Green Exchange (LGX) par tranches de 10 000 NOK. Elle porte un coupon de NIBOR 3 mois + 150 points de base (pbs) par an, payé trimestriellement. (LGX est un segment de la Bourse de Luxembourg [LuxSE]).

La première obligation de genre des BMD en Amérique latine et dans les Caraïbes a été émise par DIB Invest en 2021. L'obligation à trois ans a levé 2,5 milliards MXN (121 millions USD) et a été cotée à la Bourse institutionnelle mexicaine (BIVA). La norme de référence citée était l'ODD 5. Le produit de l'émission a été affecté aux projets visant à promouvoir l'égalité des sexes dans la région, notamment l'accès des femmes aux services essentiels, la sécurité des systèmes alimentaires et la création d'emplois.

Figure 3.4. Programme d'obligations de la BMD en faveur de l'égalité des sexes : principes directeurs pertinents pour les émetteurs souverains

Banque asiatique de Développement (BAsD) 	Objectifs de financement des obligations de genre : • Égalité de genre dans le développement humain : éducation ; santé et droits sexuels et reproductifs ; prévention des violences de genre. • Réduction de la durée de vie passée en situation de pauvreté pour les femmes. • Réduction du temps consacré par les femmes au travail domestique et de soin non rémunéré. • Représentation des femmes dans la prise de décision et le leadership. • Renforcement de la résilience des femmes face aux risques, y compris le changement climatique. Types de projets admissibles : • Prêts aux MPME détenues par des femmes. • Développement agricole. • Soutien à la chaîne de valeur en faveur des femmes. • Formation en éducation financière et en entrepreneuriat.
--	--

Exemple d'émission d'une obligation de genre par une institution non financière (2021) : l'organisation à but non lucratif indienne National Skill Development Corporation a émis une obligation de 14,4 millions USD pour financer une formation professionnelle auprès de 50 000 jeunes, avec un objectif de participation de 60 % de femmes et de filles. Un consortium d'agences de financement basé sur les résultats a participé, et deux fondations internationales ont servi d'investisseurs à risque en fournissant un capital de départ.

Entre 2021 et 2023, le gouvernement régional d'Andalousie, en Espagne, a émis 2,6 milliards EUR (2,9 milliards USD) d'obligations durables selon le Cadre de financement durable de la Junta de Andalusia, qui identifie quatre catégories de projets sociaux : éducation et services essentiels, logements abordables, création d'emplois et avancement socioéconomique. Les produits peuvent être alloués à 35 domaines cibles, dont deux visant à financer les frais juridiques et autres pour les victimes de violence de genre.



4 CADRE DE L'ÉMETTEUR

Le cadre obligataire (ou de financement) d'un émetteur (« cadre de l'émetteur »), qui peut servir de cadre plusieurs émissions d'obligations ou à d'autres formes déclarées de financement, est un élément recommandé pour l'alignement avec les principes de l'ICMA et doit être mis à disposition avant toute émission. Ce document doit résumer pour les investisseurs les définitions et les processus relatifs à toutes les composantes de l'ICMA, y compris l'éligibilité des projets, les critères et le processus de sélection, la gestion des recettes et les engagements de l'émetteur en matière de suivi et d'établissement de rapports. Les OBP comprennent également des lignes directrices sur la transparence du processus d'investissement, y compris la fourniture aux investisseurs d'un cadre de référence pour l'émetteur.

CADRE DE L'ÉMETTEUR POUR LES OBLIGATIONS DE GENRE DE TYPE UoP

Le cadre de l'émetteur doit indiquer l'alignement prévu sur l'ICMA et/ou d'autres principes ou lignes directrices. En ce qui concerne l'alignement sur l'ICMA, le cadre de l'émetteur de l'UoP doit résumer les informations suivantes :

1. Identification de l'utilisation des fonds :
 - Des définitions claires des catégories de projets admissibles.
 - Objectifs pertinents et justifiables : sociaux, environnementaux.
 - Avantages attendus des catégories de projets axés sur l'égalité des sexes et de toute autre catégorie de projets.
 - Risques attendus et mesures d'atténuation identifiées.
 - Critères d'exclusion : liste des activités et des types de projets non éligibles.
2. Évaluation et sélection des projets :
 - Pour chaque catégorie de projet, description des critères de sélection des projets.
 - Processus de sélection des projets : rôles et responsabilités.
3. Gestion des produits :
 - Description des politiques et procédures relatives à la gestion des produits alloués et non alloués, y compris la période d'allocation et les mécanismes de suivi prévus.
 - (Voir également le chapitre 7).
4. Rapport :
 - Résumer le plan d'établissement de rapports transparents tout au long de la durée de vie de l'obligation, avec divulgation des indicateurs d'impact, suivi de l'allocation et méthodologie d'établissement des rapports.
 - (Voir également le chapitre 8).

Cadres nationaux et réglementaires

Comme point de référence, les émetteurs peuvent aligner leurs cadres sur les cadres GSSS nationaux ou réglementaires plus larges de leurs marchés. De nombreux pays ont adopté des cadres GSSS conformes à l'ICMA, dont un certain nombre en Afrique. En plus de fournir un environnement favorable aux institutions financières privées et aux obligations d'entreprise, ces cadres signalent également des marchés potentiels pour une obligation souveraine de genre. Les obligations vertes ont dominé les cadres souverains, souvent avec un élargissement ultérieur pour inclure des lignes directrices sociales, de durabilité et de SLB - où les domaines de qualification axés sur le genre peuvent être inclus. (Voir l'annexe B pour les cadres des obligations souveraines africaines GSSS/ODD).

En plus de son propre cadre, un émetteur peut avoir besoin d'une autorité de régulation des marchés financiers et d'une bourse pour approuver les obligations sociales, de durabilité et/ou de genre en tant que catégories d'émission et de cotation. Un certain nombre d'autorités de régulation ont délivré cette approbation et les bourses ont créé des segments d'obligations durables (voir l'annexe C).

Politiques en faveur des obligations de genre : le rôle du secteur public dans le soutien des objectifs d'égalité de genre dans le cadre de la dette durable va au-delà des cadres souverains. Par exemple, les politiques fiscales soutenant les émissions d'obligations vertes pourraient être étendues aux émissions d'obligations sociales, qui pourraient inclure des catégories de projets admissibles axés sur le genre. Le Conseil fédéral des recettes du Pakistan a intégré une proposition de la Commission des titres et des échanges du Pakistan (l'autorité de contrôle des marchés financiers) pour l'exercice 2022-23 visant à accorder des incitations fiscales pour l'émission d'obligations vertes et d'obligations de genre²⁷.

Études de cas : cadres de l'obligation de genre de type UoP

L'obligation de genre Jasiri de la banque NMB en Tanzanie a été émise dans le [cadre de l'obligation sociale](#) de la banque, qui englobe quatre catégories de projets admissibles basées sur les ODD, y compris les définitions des microentreprises et des PME détenues par des femmes, ainsi que les processus de prêt et d'établissement de rapports pour chacune d'entre elles.

Sensibiliser les investisseurs institutionnels et particuliers au cadre de l'émetteur ouvre la voie à une émission d'obligations dans le cadre de ses paramètres. Les communiqués de presse et les événements de formation des investisseurs sont des outils souvent utilisés par les émetteurs GSSS.

Avec pour mandat de financer des projets d'infrastructure et de services publics, Banobras (Banco Nacional de Obras y Servicios Públicos) est une banque de développement appartenant à l'État mexicain. En 2022, la banque a mis à jour son [cadre d'obligations durables](#) afin d'intégrer les meilleures pratiques en matière d'allocation des ressources nationales liées au climat, à la société et au genre. Les domaines d'intervention en matière de genre comprennent le droit à l'égalité, les actions de discrimination positive, les femmes en tant qu'agents de changement et la tolérance zéro à l'égard de la violence de genre. À la suite de cette mise à jour, Banobras a émis trois obligations durables, dont deux avec des allocations pour les femmes et les filles dans les services de transport, l'éducation, la santé maternelle, et les sports et loisirs pour les filles. L'obligation BANO 22X à 4 ans et à taux variable a permis de lever 1,97 milliard MXN (98 millions USD), et l'obligation BANO 22-2X à 7 ans et à 10,26 % a permis de lever 2,47 milliards MXN (123 millions USD). Banobras a de nouveau émis des obligations similaires en 2023.

CADRES DES ÉMETTEURS DE SLB AVEC UNE COMPOSANTE DE GENRE

Pour s'aligner sur l'ICMA, un émetteur de SLB avec des ICP et des SPT sur le genre devrait également publier un cadre résumant les définitions et les processus relatifs aux éléments des SLBP ci-dessous :

1. La sélection des ICP : ICP pertinents, spécifiques, mesurables et vérifiables.
2. L'étalonnage des SPT : des SPT réalisables - mais ambitieux - par rapport à la ligne de base et aux critères de référence.
3. Les caractéristiques de l'obligation : des événements déclencheurs, un calendrier et des conséquences claires - avec un plan, des rôles et des ressources clairs pour atteindre les objectifs.
4. Les rapports : préciser le plan et la fréquence des rapports des investisseurs sur les objectifs et les progrès réalisés.
5. La vérification : décrire l'engagement en matière d'examen externe après la délivrance.

Les émetteurs souverains ont commencé à publier des cadres d'évaluation du risque de crédit avec des dispositions relatives aux ICP en matière d'égalité des sexes. En 2023, le gouvernement du Chili a émis l'équivalent de plus de 3 milliards de dollars (en monnaies mixtes) en trois tranches. L'émission comprenait des SPT liés au genre, conformément à la mise à jour de son [cadre de SLB](#) pour intégrer le genre. L'objectif est d'atteindre une représentation de 40 % de femmes dans les conseils d'administration des plus grandes entreprises chiliennes d'ici 2031. Les obligations libellées en USD et en EUR ont des échéances allant de 2034 à 2054 et des coupons allant de 4,125 % à 5,33 %. Si les SPT ne sont pas respectés, le coupon de chaque obligation sera majoré en 2034. Les obligations comprennent également deux SPT environnementaux qui plafonnent les émissions absolues de gaz à effet de serre (GES).

Figure 4.1. Obligations liées au développement durable (SLB) privées et cadres intégrant une composante de genre

Émetteur	Jacobs - société mondiale de services professionnels	Shiseido - Fabricant japonais de produits d'hygiène et de beauté	Kinnevik AB - Société d'investissement suédoise	Suzano - producteur brésilien de pâte à papier et de papier
Montant/ devise	500 millions d'USD	20 milliards JPY (139 millions USD)	2 milliards SEK (228 millions USD)	1 milliard de dollars
Maturité	10 ans	5 ans	Tranches de 5 et 7 ans	11 ans
SPT	40 % de femmes cadres d'ici à 2027 - SPT supplémentaire pour la réduction des GES d'ici 2029	40 % de femmes cadres dans les opérations au Japon d'ici 2026 - Neutralité carbone supplémentaire du SPT d'ici 2026	- Augmentation de 10 % des nouveaux capitaux alloués aux entreprises fondées ou dirigées par des femmes sur une base mobile de deux ans - SPT sur la réduction des GES et l'amélioration annuelle du score ESG	30 % de femmes aux postes de direction et d'encadrement d'ici à fin 2025 - Réduction de l'intensité des prélèvements d'eau par l'industrie
Caractéristiques des obligations	Coupons majorés en 2028/9 si les objectifs ne sont pas atteints	Faire don d'une partie de l'émission à des organisations s'occupant de domaines cibles s'ils ne sont pas atteints	Augmentation du prix de rachat de 0,075 % par an si l'objectif n'est pas atteint	Augmentation du coupon de 12,5 points de base en cas de non-respect de l'une ou l'autre des conditions. Augmentation de 25 points de base si les deux conditions ne sont pas remplies.

Comme indiqué précédemment, l'entreprise sud-africaine Barloworld a émis en 2022 des SLB dont les taux sont liés aux progrès réalisés en matière de représentation des femmes dans ses instances dirigeantes et aux efforts déployés pour augmenter le nombre d'entreprises appartenant à des femmes noires dans sa chaîne d'approvisionnement. Les indicateurs clés de performance comprennent l'atteinte d'une représentation de 50 % à la tête de l'entreprise d'ici à 2025 et l'augmentation des dépenses d'approvisionnement auprès de fournisseurs noirs à au moins 15 %. Les coupons sont assortis d'une réduction de 1 à 4 points de base pour la réalisation des objectifs de 2023 et 2024 ou d'une augmentation de 0,5 à 2 points de base en cas de non-réalisation.

Le [cadre SLB de Barloworld](#) comprenait :

- Le contexte et une justification de sa stratégie en matière de diversité et d'inclusion.
- Une justification de l'émission d'une obligation liée au genre.
- Des ICP avec des données de référence vérifiées, la justification de la sélection, l'indice de référence et la méthode de calcul.
- Les ICP sont assortis d'objectifs progressifs (SPT) avec des dates d'observation annuelles.
- Des facteurs et des risques liés à la réalisation des objectifs.
- Des dispositions relatives à l'abaissement et à l'augmentation des coupons en tant qu'incitation/pénalité liée à la performance.
- Un engagement à produire un rapport annuel vérifié par un auditeur ou un consultant indépendant agréé.



5 STRUCTURES DES OBLIGATIONS DE GENRE

Les obligations de genre présentent toute la gamme des structures compatibles avec les obligations non-GSSS, et la plupart des structures observées sont simples, ce qui permet aux investisseurs d'évaluer l'opportunité d'investissement relative. Plusieurs émissions ont été réalisées dans le cadre de programmes d'émission (shelf registrations). Les obligations basées sur la performance présentent des caractéristiques financières et/ou structurelles uniques liées à la réalisation (ou à la non-réalisation) des SPT.

Figure 5.1. Gamme de termes observés pour les obligations de genre

Caractéristiques	Termes observés
Valeur nominale	De l'équivalent de 1 million USD à 2 milliards USD
Durée/échéance	De 12 mois à perpétuelle
L'ancienneté	De senior à subordonné
Taux d'intérêt nominal	Fixe, flottant, fixe à flottant
Fréquence des coupons	Trimestrielle, semestrielle, zéro
Options intégrées	Rachetable, convertible

Source : Base de données de Parallele Finance sur les obligations de genre

MÉCANISMES D'AMÉLIORATIONS DE CRÉDIT ET TITRISATION EMPLOYÉS POUR LES OBLIGATIONS DE GENRE

En plus des termes observés pour les obligations de genre mentionnés ci-dessus, diverses structures d'amélioration de crédit ont été intégrées dans les émissions d'obligations de type UoP liées au genre, y compris des tranches subordonnées et des garanties partielles ou totales. Utilisées pour réduire l'exposition des investisseurs aux défauts des emprunteurs et à d'autres événements de crédit, ces améliorations permettent aux investisseurs de se concentrer sur les dynamiques de risque de marché. Bien que l'amélioration de crédit puisse améliorer le prix de l'obligation, son coût doit également être pris en compte.

Collatéralisation

Pour la première fois pour une banque de développement, la Banque de développement du Rwanda (BRD) a émis, fin 2023, un SLB d'une valeur de 30 milliards RWF (24 millions USD). L'obligation, d'une durée de 7 ans, est assortie d'un taux d'intérêt nominal annuel de 12,85 %, payé semestriellement. Les SPT environnementaux et sociaux à atteindre d'ici 2028 sont les suivants (a) porter la mise en œuvre des meilleures pratiques ESG à 75 % des institutions emprunteuses, (b) augmenter le financement des MPME détenues par des femmes de 15 % à 30 % du portefeuille de prêts aux PME de la banque, et (c) financer 13 000 prêts pour des logements abordables. L'atteinte de ces SPT pourrait entraîner une réduction du taux de coupon jusqu'à 40 points de base. En revanche, le non-respect de la certification ou de la vérification par une tierce partie de l'atteinte de ces objectifs entraînerait une augmentation du taux de coupon de 40 points de base. Dans un arrangement unique, la BRD, par l'intermédiaire du Gouvernement du Rwanda, a utilisé 10 millions USD de fonds de la Banque mondiale pour collatéraliser l'obligation. Placés en escrow, les investisseurs prendraient possession du collatéral en cas de défaut.

Garanties

Exemple 1 : En juillet 2023, la Kashf Foundation a émis la première obligation de genre au Pakistan après la publication en 2021 des lignes directrices sur les obligations de genre par la Securities and Exchange Commission (Commission des valeurs mobilières et des changes). La Kashf Foundation est une institution de microfinance à but non lucratif qui opère dans le pays depuis 1996. Les 2,5 milliards de PKR produits par l'obligation à 3 ans devraient financer environ 30 000 microcrédits pour les femmes afin de soutenir les installations éducatives, la remise en état des maisons inondées et les entreprises.

L'obligation est assortie d'une garantie de crédit totale, irrévocable et inconditionnelle du principal et d'une garantie d'intérêt partielle d'InfraZamin Pakistan. Grâce à la garantie de crédit, l'obligation a pu obtenir la note à long terme AAA et la note A1 + de l'agence de notation locale PACRA.

InfraZamin Pakistan est une structure de rehaussement de crédit à but lucratif, soutenue notamment par le Private Infrastructure Development Group (PIDG) et d'autres partenaires.

Exemple 2 : La Société financière de développement international des États-Unis (DFC) fournit une garantie limitée à IIX pour couvrir jusqu'à 50 % des pertes nettes subies en raison du non-paiement du principal des prêts accordés par IIX. Dans le cadre de cette structure, les obligations elles-mêmes ne sont pas garanties. L'Agence suédoise de coopération internationale au développement s'est jointe à la DFC pour fournir une garantie limitée similaire pour WLB5 et WLB6.

Garanties africaines pour le prêt ODD du Bénin : le ministère de l'Économie et des Finances de la République du Bénin a émis, en juillet 2023, le premier prêt souverain ODD en Afrique. La facilité de 350 millions d'euros (385 millions USD), d'une durée de 12 ans, est axée sur des projets ayant des objectifs environnementaux, sociaux ou de gouvernance, définis dans le cadre obligataire des ODD du pays. La facilité bénéficie d'une garantie de première perte du Fonds africain de développement et d'une assurance de seconde perte de l'African Trade & Investment Development Insurance.

Exemple 3 : L'organisation à but non lucratif latino-américaine Pro Mujer propose des services financiers, des services de santé et des formations aux femmes. L'émission obligataire de Pro Mujer en 2023 (voir également le chapitre 3) est garantie et soutenue par quatre banques locales : Banco Galicia, Banco Hipotecario, Banco Comafi et Banco Supervielle. Pro Mujer a réalisé une deuxième émission à des conditions similaires en 2023.

Subordination

La série WLB est soutenue par une dette subordonnée afin d'absorber les premières pertes potentielles. Le principal de cette dette est remboursé une fois que tous les paiements du principal et des intérêts des obligations ont été effectués. Ces tranches sont achetées par le Women's Catalyst Fund d'IIX, un mécanisme de réduction des risques dont la mission est de mobiliser des capitaux privés GLI. Le fonds a la capacité de fournir à la série WLB une facilité de liquidité qui stocke les obligations ou fournit des prêts-relais. Parmi les partenaires du fonds figurent le DFC, le Fonds de coopération et de développement international de Taïwan, l'Agence de coopération internationale de Corée et le ministère australien des affaires étrangères et du commerce.

Titrisation/émission groupée

Northern Arc et BII ont structuré une émission obligataire groupée de 3,2 milliards d'INR (43 millions d'USD) en mars 2021. Le pool impliquait l'émission d'obligations non convertibles garanties de premier rang pour six IMF de premier plan en Inde.

Le produit de la vente devrait servir à soutenir les prêts accordés par les IMF aux femmes et aux emprunteurs ruraux. Northern Arc a fourni une garantie partielle. La transaction est éligible au 2X Challenge. BII est le seul investisseur initial dans la structure²⁸.

PARRAINAGE, PARTENARIAT ET CONDITIONS DE SOUTIEN OBSERVÉS

Au-delà de leur rôle d'émetteurs, les BMD et les IFD ont joué un grand nombre de rôles de soutien pour les obligations de genre de type UoP émises par les IFD régionales et locales et les institutions financières privées. Il s'agit notamment :

- De servir d'investisseur d'ancrage ou d'acheteur à part entière
- De tirer parti du programme We-Fi pour offrir des incitations aux émetteurs en matière de résultats

- De fournir une assistance technique :
 - la conception et/ou la mise en œuvre de produits financiers axés sur les femmes, et/ou
 - la conception d'un cadre obligataire et/ou d'une émission conforme aux normes du marché
- De servir d'arrangeur ou aider au processus de structuration
- De garantir le paiement des intérêts et du principal dans les délais (ou financer une garantie)
- D'obtenir l'avis d'un tiers.

Analyse approfondie des structures de soutien : En particulier, la CBI et DIB Invest ont adopté une approche multidimensionnelle pour soutenir les émissions d'obligations de genre des institutions financières privées, y compris une émission en 2020 par Banco Davivienda SA - la première obligation axée sur le genre en Amérique latine alignée sur les SBP, selon l'examen externe. Le produit du placement sera utilisé pour financer 1) la croissance du portefeuille de l'émetteur de MPME détenues par des femmes et 2) l'achat de logements d'intérêt social par des femmes en Colombie.

Tirant parti du programme We-Fi, BID Invest accordera à l'émetteur une incitation de 300 000 USD sur une période de cinq ans, à mesure que les résultats seront atteints – en l'occurrence, l'extension du portefeuille de prêts aux MPME détenues par des femmes de 20 % à 27 %.

Dans le cadre du processus d'émission, DIB Invest a conseillé Davivienda sur 1) la conception du cadre de l'émetteur, 2) la formulation de critères pour son portefeuille de MPME détenues par des femmes, 3) l'obtention d'un avis d'un tiers et 4) le suivi des projets.

Autre exemple du soutien des BMD, Itaú Unibanco est devenue en 2023 la première banque commerciale brésilienne à émettre des obligations de genre dans le cadre de la structure du projet de loi de finances. Le produit de 2 milliards de BRL (396 millions d'USD) soutiendra les prêts aux PME détenues par des femmes. L'IFC a servi d'investisseur d'ancrage à hauteur d'environ 50 %. L'émission est également soutenue par les principales initiatives de l'IFC en matière de genre - Banking on Women et Women Entrepreneurs Opportunity Facility - ainsi que par We-Fi. Itaú Unibanco figure depuis sept ans dans l'indice Bloomberg de l'égalité des sexes des entreprises mondiales.

Fin 2023, NMB Bank a levé 400 milliards de TZS (159 millions USD) via une obligation de durabilité à double tranche sur 3 ans, dans le cadre de son cadre de financement durable. L'émission a été saluée comme la plus grande obligation de durabilité en Afrique de l'Est. La tranche en TZS porte un taux fixe annuel de 9,5 %, payable trimestriellement, et est cotée à la Bourse de Dar es Salaam. La tranche en USD a été placée en privé auprès d'investisseurs étrangers. L'obligation a été largement sursouscrite, avec une participation de 54 % d'investisseurs individuels. Les produits seront utilisés pour financer des projets climatiques, sociaux et environnementaux visant à renforcer la résilience face au changement climatique et à soutenir la durabilité des infrastructures et de l'utilisation des ressources naturelles. BII et l'IFC ont agi en tant qu'investisseurs principaux, BII s'engageant à hauteur de 15 millions USD. L'avis d'un tiers a conclu à l'alignement avec les SBG, les GBP, les SBP et plusieurs principes connexes. Bien que l'ODD 5 n'ait pas été explicitement cité, l'avis a indiqué que les investissements dans les catégories éligibles auraient un impact positif sur dix domaines des ODD, dont plusieurs incluent des dispositions axées sur l'égalité. FSD Africa a fourni une assistance technique pour l'examen du portefeuille de NMB par une tierce partie, ainsi que pour l'obtention d'un avis indépendant sur le Cadre de financement durable de la banque.

6 EXAMEN EXTERNE

Les investisseurs, les régulateurs et les autres parties prenantes s'appuient sur un examen externe pour vérifier la crédibilité d'un cadre et/ou d'une obligation à atteindre les objectifs durables. Le contrôle préalable de l'examen externe s'appuie sur la documentation de l'émetteur et de la réglementation, sur des entretiens avec la direction et le personnel de l'émetteur, et sur l'expertise du fournisseur concernant les lignes directrices de l'ICMA.

Les coûts de l'examen externe avant et après l'émission s'ajoutent au coût standard d'une émission d'obligations.

Les SPB et les SBG recommandent l'examen par des parties indépendantes avant et après l'émission comme moyen d'accroître la transparence. L'examen externe est une composante de l'adhésion, et les lignes directrices de l'ICMA [pour les examens](#) externes en énumèrent plusieurs types : avis d'un tiers (SPO), notation des obligations, vérification et certification. Le SPO est l'examen externe le plus souvent utilisé par les émetteurs GSSS. Bien que le SPO puisse s'appliquer à un cadre ou à une obligation, il est généralement obtenu pour évaluer un cadre.

Au moins 80 % des cadres observés pour les obligations de genre autres que celles de la BMD ou des IFD ont reçu un SPO, y compris un certain nombre de cadres pour les obligations parrainées par la BMD²⁹.

Un SPO est réalisée avant l'émission de l'obligation. Pour une obligation de genre centrée sur l'ICMA, l'analyse de diligence raisonnable porte sur les processus, les systèmes et la gouvernance des composantes de base :

1 Utilisation des recettes

Les catégories éligibles, les objectifs sociaux et les avantages attendus sont-ils clairement définis et cohérents entre eux et avec les principes ?

2 Processus d'évaluation et de sélection des projets

Le processus décisionnel soutient-il la sélection des projets sur la base de l'utilisation des recettes ?
Comment les risques environnementaux et sociaux sont-ils identifiés et gérés ?

3 Gestion des recettes

Quelles politiques et procédures facilitent l'affectation et le suivi appropriés des décaissements de fonds ?
Comment les fonds non alloués sont-ils gérés ?

4 Rapports

La transparence et la responsabilité sont-elles assurées par la fréquence et les informations contenues dans le plan de rapport proposé ?

Pour un cadre lié au développement durable, l'évaluation se concentre sur les cinq composantes essentielles des SLBP :



La méthodologie et les résultats de l'évaluation sont divulgués dans le SPO. Le paysage de l'examen externe de l'ICMA prévoit également une notation des obligations GSSS (c'est-à-dire l'équivalent d'une notation de crédit pour le développement durable). Certains fournisseurs de SPO qualifient le degré d'alignement avec les principes et incluent des notes dans leurs critères d'évaluation.

En outre, les services de vérification peuvent être utilisés pour effectuer un audit externe de l'utilisation et de la gestion des recettes et/ou des rapports post-émission pour les obligations d'État. Selon les SLBP, les obligations basées sur la performance doivent faire l'objet d'une vérification indépendante des rapports internes sur la performance par rapport aux SPT au moins une fois par an et à l'appui des événements déclencheurs des SPT. La vérification préalable à l'émission peut servir à valider indicateurs de performance clés. Par exemple, un émetteur d'obligations basées sur le genre a fait référence à des données sur le genre provenant de l'audit externe annuel de l'entreprise pour vérifier les valeurs de référence des indicateurs de genre.

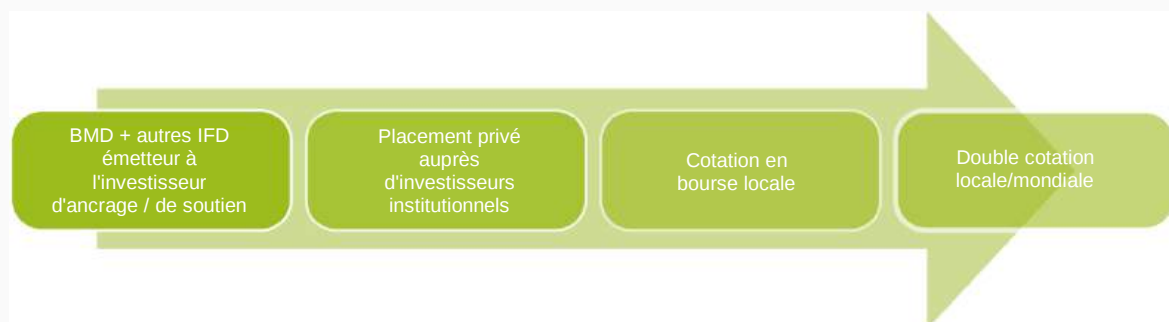
L'ICMA tient à jour une [liste](#) non exhaustive [d'évaluateurs externes](#) sur la base de déclarations volontaires et sans recommandation. En général, ces fournisseurs sont des divisions de crédit, d'ESG ou d'autres fournisseurs de notations spécialisées. La majorité d'entre eux indiquent une expertise en matière d'obligations sociales et/ou de durabilité, et plus de la moitié fournissent des services de vérification pour ces types d'obligations. Une minorité des fournisseurs figurant dans le répertoire offrent des services de certification et/ou de notation. En plus de ces prestataires, des cabinets de comptabilité et d'audit fournissent des services de vérification. Des fournisseurs locaux et régionaux de services d'examen externe peuvent également être disponibles. Un émetteur d'obligations de genre devrait évaluer le niveau d'expérience d'un prestataire potentiel, y compris dans le cadre des émissions axées sur le genre, et analyser la méthodologie proposée pour sa pertinence.

La certification est un autre type d'examen externe identifié par l'ICMA. L'initiative « Orange Bond » de l'IIX propose une certification des obligations de genre. Un vérificateur indépendant des obligations orange doit être approuvé par IIX, ce qui nécessite un programme de formation. Le vérificateur accrédité peut ensuite procéder à un examen externe pour déterminer si un cadre ou une émission est conforme à l'ICMA et/ou aux OBP. Ce programme a pour but d'assurer la cohérence du processus d'examen et de la surveillance des vérificateurs. L'objectif est d'accroître le niveau de confiance des investisseurs et des régulateurs.

7 ÉMISSION DE L'OBLIGATION

Pour soutenir le développement des obligations de genre de type UoP dans les marchés en développement, les BMD ont apporté leur aide dans une série de structures, comme mentionné dans le chapitre précédent. Les BMD et les IFD servent souvent d'investisseurs d'ancrage pour les obligations pour l'égalité des sexes, à hauteur de 30 à 100 % de l'offre. Contrairement à un prêt traditionnel des BMD, cette approche vise à présenter les obligations pour l'égalité des sexes aux investisseurs et à attirer des capitaux mondiaux et locaux. À cette fin, plusieurs IFD des marchés développés ont investi dans des obligations pour l'égalité des sexes, et des investisseurs institutionnels et individuels leur ont emboîté le pas. Les placements privés et les offres publiques sont courants.

Figure 7.1. Marchés d'obligations de genre observés : du soutien des BMD/IFD aux marchés locaux et mondiaux



Les obligations indexées sur le genre ont fait l'objet d'investissements de la part de gestionnaires d'actifs, de gouvernements/banques centrales, de banques privées, de compagnies d'assurance, de fonds de pension et d'entreprises. Les émetteurs d'obligations pour l'égalité des sexes ont trouvé une demande dans au moins 29 devises. De plus, les obligations de genre de type UoP ont connu des niveaux de sursouscription significatifs. Par exemple ³⁰

- NatWest : 3,5x sursouscrit (2023).
- Barloworld : 2,0x (2022).
- Instituto del Fondo Nacional para el Consumo de los Trabajadores (FONACOT) : 3,3x (2021).
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement : 2,5x (2019).
- Banco de Comercio Exterior de Colombia (Bancóldex) : 4.2x (2018).
- QBE : 20x (2017).

OBLIGATIONS DE GENRE : COTATION SUR LE MARCHÉ MONDIAL

En plus de la cotation sur les marchés locaux, deux bourses mondiales ont pris l'initiative de coter les obligations de genre. Depuis la première WLB en 2017, toutes les obligations de la série sont cotées à la Bourse de Singapour (SGX). En outre, l'obligation perpétuelle de genre émise par QBE est également cotée à la SGX.

Comme indiqué au chapitre 3, le projet de la BASD sur l'égalité des sexes dans le logement est une série d'obligations destinées soutenir le logement des femmes rurales au Kazakhstan. Ce projet est un exemple de développement d'un marché obligataire de genre, depuis la première émission en monnaie locale jusqu'à la cotation sur une grande bourse internationale.

- En février 2021, la BASD a levé 8,4 milliards KZT (20 millions USD) auprès d'investisseurs institutionnels nationaux par l'intermédiaire de la Bourse du Kazakhstan (KASE) pour soutenir le programme de prêts au logement de la banque Otbasy pour les femmes rurales. Cette obligation en monnaie locale est assortie d'un coupon annuel de 10,15 % et d'une échéance in fine de 10 ans. L'obligation est assortie d'une garantie gouvernementale.
- En février 2022, la BASD a annoncé son deuxième emprunt obligataire de la série, qui a permis de lever 14 milliards KZT (32 millions USD). Cotée sur le KASE, l'obligation à 9 ans a été entièrement souscrite et verse un coupon semestriel de 11 %.
- Début 2023, la BASD a levé 15,6 milliards KZT (34 millions USD) en deux nouvelles obligations de genre à 7,5 ans. L'obligation onshore (85 % du produit) est cotée sur KASE. La seconde obligation (15 % du produit) a été vendue à l'étranger avec une cotation sur LGX, la conversion des devises pour le règlement en dollars américains étant gérée par la BASD.

Plusieurs autres obligations de genre de la BASD et de la WBG sont cotées sur LGX, de même que les obligations de genre émises en roupies indiennes et en togrogs mongols par Symbiotics, une plateforme d'accès au marché. ONU Femmes et LuxSE ont formé un partenariat pour faire progresser le financement de l'égalité des sexes en reconnaissant les obligations durables qui intègrent une perspective de genre - en utilisant les **obligations pour combler les disparités entre les sexes** comme feuille de route³¹.

Dans le cadre d'une autre cotation mondiale, Banco de Bogota a émis sa première obligation durable en 2023, levant 230 millions d'USD en obligations subordonnées par le biais d'un placement privé organisé par IDB. Les investisseurs étaient IDB Invest, l'IFC, FinDev Canada et un groupe d'investisseurs institutionnels. L'émission est cotée à l'International Stock Exchange (la Bourse internationale). Le produit de l'émission sera affecté à une liste de catégories de projets relevant du cadre de durabilité de la banque, y compris des prêts aux MPME détenues par des femmes.

GÉRER LES PRODUITS LORS DE L'ÉMISSION

Une préparation précoce, l'identification des projets admissibles et le cadre doivent tous soutenir la gestion des affectations aux entreprises éligibles, le suivi des affectations nettes et le contrôle des remboursements - en conformité avec les objectifs de l'émission. La gestion des produits est un élément essentiel des lignes directrices de l'ICMA. Le solde du produit net et les allocations aux projets éligibles doivent être suivis pendant toute la durée de vie de l'obligation et faire l'objet d'un examen externe. Les rapports annuels destinés aux investisseurs doivent inclure une liste des affectations par projet, par montant et par impact attendu.

PANORAMA DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS EN AFRIQUE

Le panorama des investisseurs institutionnels en Afrique comprend des entreprises, des fonds de pension, des compagnies d'assurance, des organismes de placement collectif et des IFD régionales. Les membres de l'Association des institutions africaines de développement et de financement comprennent plus de 80 IFD. Certaines d'entre elles ont investi dans des obligations durables et pourraient avoir la capacité d'investir dans des émissions régionales d'obligations de genre. En outre, une étude IFC/BASD de 2022 fait état d'une forte croissance des actifs des fonds de pension depuis le milieu des années 2000 jusqu'à la pandémie de COVID-19. L'étude a également noté une tendance faible mais croissante des investisseurs institutionnels à diriger des capitaux vers des catégories d'actifs alternatifs, y compris les obligations durables³². Selon le WBG, les fonds souverains africains - un groupe important d'investisseurs institutionnels africains - ont augmenté leurs actifs sous gestion de 76 % entre 2015 et 2020. Les fonds souverains africains ont géré 300 millions USD en 2020³³.

La demande des investisseurs individuels : l'obligation Jasiri de la NMB Bank a été cotée à la Bourse de Dar es Salaam, puis au LGX. L'IFC a servi d'acheteur d'ancrage en achetant 31 % de l'émission. Au total, l'émission comptait 1 630 investisseurs initiaux et a été sursouscrite à hauteur de 197 %.

99 % des investisseurs initiaux étaient des particuliers - et la majorité d'entre eux (52 %) étaient des femmes.

LA TARIFICATION DES OBLIGATIONS DURABLES

On parle de concession sur le prix d'une obligation lorsqu'une nouvelle obligation a un prix plus élevé, et donc un rendement plus faible, par rapport à une dette traditionnelle comparable. Pour les obligations vertes, ce phénomène est connu sous le nom de « greenium ». Les émetteurs paient moins pour financer les obligations vertes. Pour les émissions durables, les émetteurs recherchent la considération des investisseurs afin de :

- Couvrir le coût de l'examen externe, du suivi et de l'établissement de rapports
- Récompenser l'engagement à produire un impact.

Même s'ils sont prêts à céder sur le prix de l'impact, les investisseurs en obligations durables se concentrent sur le profil risque/récompense. La performance des obligations durables sur le marché secondaire détermine dans quelle mesure une concession affectera ce profil. Les données commencent à montrer que les obligations vertes affichent une meilleure performance sur le marché secondaire que les émissions standard³⁴. Ce rendement inférieur n'a pas été observé pour les obligations sociales ou sur le marché naissant des obligations durables africaines à ce jour.



8 SUIVI ET RAPPORTS POST-ÉMISSION

Comme nous l'avons vu, avant toute émission, l'émetteur d'une obligation basée sur le genre doit être prêt à contrôler les produits et à en rendre compte aux investisseurs. Pour une obligation de l'UoP, cela commence par la collecte de données ventilées par genre sur le portefeuille et les projets actuels de l'émetteur (voir chapitre 2). Cela permet d'élargir le financement d'objectifs d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes, allant des prêts à un plus grand nombre de femmes jusqu'à un éventail de résultats sociaux positifs en matière de santé, de sécurité, d'accès aux ressources et dans d'autres domaines. Une définition claire des types de projets admissibles et de leurs critères d'éligibilité - avec des points de données clés - prépare également l'émetteur à gérer l'utilisation des fonds et à rendre compte aux investisseurs.

Dans le cas d'une obligation basée sur la performance, l'émetteur doit se préparer à identifier les ICP et les SPT relatifs à l'égalité des sexes par le biais d'un audit initial sur l'égalité des sexes afin d'établir une base de référence. Les objectifs et les processus pour les atteindre peuvent ensuite être définis. Une fois ces éléments en place avant l'émission, l'émetteur est en mesure de rendre compte des progrès et des seuils après l'émission.

Comme c'est le cas pour tous les investisseurs en obligations durables, les investisseurs soucieux de l'égalité des sexes doivent s'appuyer sur le suivi et des rapports pour s'assurer que les fonds sont gérés et orientés en fonction des objectifs établis. Un suivi et des rapports solides permettent de se prémunir contre les problèmes d'alignement.

LIGNES DIRECTRICES POUR LE SUIVI ET LES RAPPORTS POST-ÉMISSION

Lignes directrices de l'ICMA sur le suivi et l'établissement de rapports

Le [cadre harmonisé pour les rapports d'impact](#) définit des domaines clés pour l'établissement de rapports³⁵. En ce qui concerne le produit des obligations de genre, ces domaines sont les suivants :

- Produits : Pratiques, produits ou services tangibles ou intangibles résultant de l'utilisation des recettes.
 - Programmes de prêts et autres produits et services bancaires dont le mandat est axé sur les entreprises détenues par des femmes, y compris les solutions climatiques menées par des femmes et les entreprises axées sur les produits et services destinés aux femmes.
 - Création d'emplois grâce à l'expansion des entreprises.
 - Programmes de prêts hypothécaires ayant pour mandat d'inclure les femmes emprunteuses.
- Résultats : changements, avantages, apprentissage ou autres effets de l'utilisation des produits.
 - Élargissement de la clientèle des prestataires de services financiers.
- Impacts : Attribution des UoP à des résultats plus larges et à plus long terme.
 - Croissance à long terme des entreprises détenues par des femmes, des MPME aux grandes entreprises en passant par les entreprises en phase de croissance.
 - L'autonomisation économique des femmes par l'inclusion financière, la création d'emplois, l'accès aux services essentiels, les possibilités d'éducation, les soins de santé, la sûreté et la sécurité.

Les SLBP comportent des exigences de suivi similaires. L'émetteur doit conserver des informations sur la réalisation des SPT (ou l'absence de réalisation) dans le cadre de l'avancement des ICP. Pour que les émetteurs souverains soient en conformité, toute donnée manquante sur les ICP ou les SPT doit être accompagnée d'informations sur la manière dont elle est traitée. Des rapports annuels doivent être fournis aux investisseurs, avec une exigence supplémentaire de vérification externe des progrès des ICP et des SPT. L'intégration de cette vérification dans un audit annuel est un moyen souvent utilisé pour assurer la conformité.

Principes « Orange Bond » : lignes directrices sur le suivi et l'établissement de rapports

L'OBP comprend des lignes directrices similaires sur le suivi et l'établissement de rapports. Les émetteurs sont tenus de fournir des rapports annuels aux investisseurs sur l'impact en terme d'égalité, ventilé par sexe et fondé sur des données,

et sur l'impact ressenti par les bénéficiaires des fonds. En outre, les émetteurs sont encouragés à rendre compte de l'alignement sur les principes de l'ICMA et d'autres normes pertinentes.

EXEMPLES DE RAPPORTS SUR LES OBLIGATIONS DE GENRE : QUI PROFITE DES OBLIGATIONS DE GENRE ?

De bonnes pratiques émergent en matière d'élaboration de rapports des émetteurs sur les obligations de genre. Le rapport Bonds to Bridge the Gender Gap souligne que des indicateurs quantitatifs et qualitatifs peuvent être mobilisés pour refléter les améliorations de l'accès des femmes aux biens et services, ainsi que leur niveau d'autonomisation.

La NMB Bank propose au public trois types de rapports post-émission sur les obligations de genre, via une page dédiée sur son site web :

1. [Rapports trimestriels de décaissement](#) - Ces rapports détaillent les produits utilisés à ce jour et en donnent une brève description. Les rapports réitèrent l'intention de la banque d'allouer tous les produits dans les 18 mois suivant l'émission, conformément au plan décrit dans son cadre. Ces rapports ont été maintenus jusqu'à ce que 100 % des fonds aient été alloués au cours de la période.
2. [Examen annuel](#) - Le premier rapport annuel a vérifié l'affectation des fonds et indiqué que tous les projets étaient conformes aux critères d'éligibilité.
3. [Allocation post-émission et rapport d'impact](#) - Le premier rapport d'impact rédigé par un consultant indépendant décrit l'émission, l'administration et l'impact de l'obligation. Les profils des bénéficiaires des prêts résument la manière dont ils ont utilisé le produit du prêt, en mettant l'accent sur les ODD pertinents et le nombre femmes employées par leur entreprise.

La NMB a mis en évidence plusieurs statistiques d'impact de la première année de l'emprunt obligataire :

- 3 545 prêts à des MPME ou à des entreprises agroalimentaires détenues ou contrôlées par des femmes (vérifié).
- 61 prêts à des PME comptant au moins 30 % de femmes dans leurs effectifs (vérifié).
- Plus de 100 emplois créés (enquête auprès des clients).

Le processus de suivi d'IIX pour la série de WLB produit plusieurs mesures d'impact basées sur des enquêtes en personne et sur des appareils mobiles auprès des emprunteurs. Les performances financières et d'impact de la série de WLB sont présentées sur des pages web dédiées. Pour les séries jusqu'à [WLB3](#), IIX n'a pas eu besoin de faire appel à sa garantie et a indiqué que tous les paiements de coupons ont été effectués à temps. Les rapports d'impact semestriels quantifient le nombre de femmes directement touchées et le retour social sur investissement en dollars américains liés aux objectifs. Des rapports supplémentaires sur les performances financières et leur impact sont mis à la disposition des investisseurs.

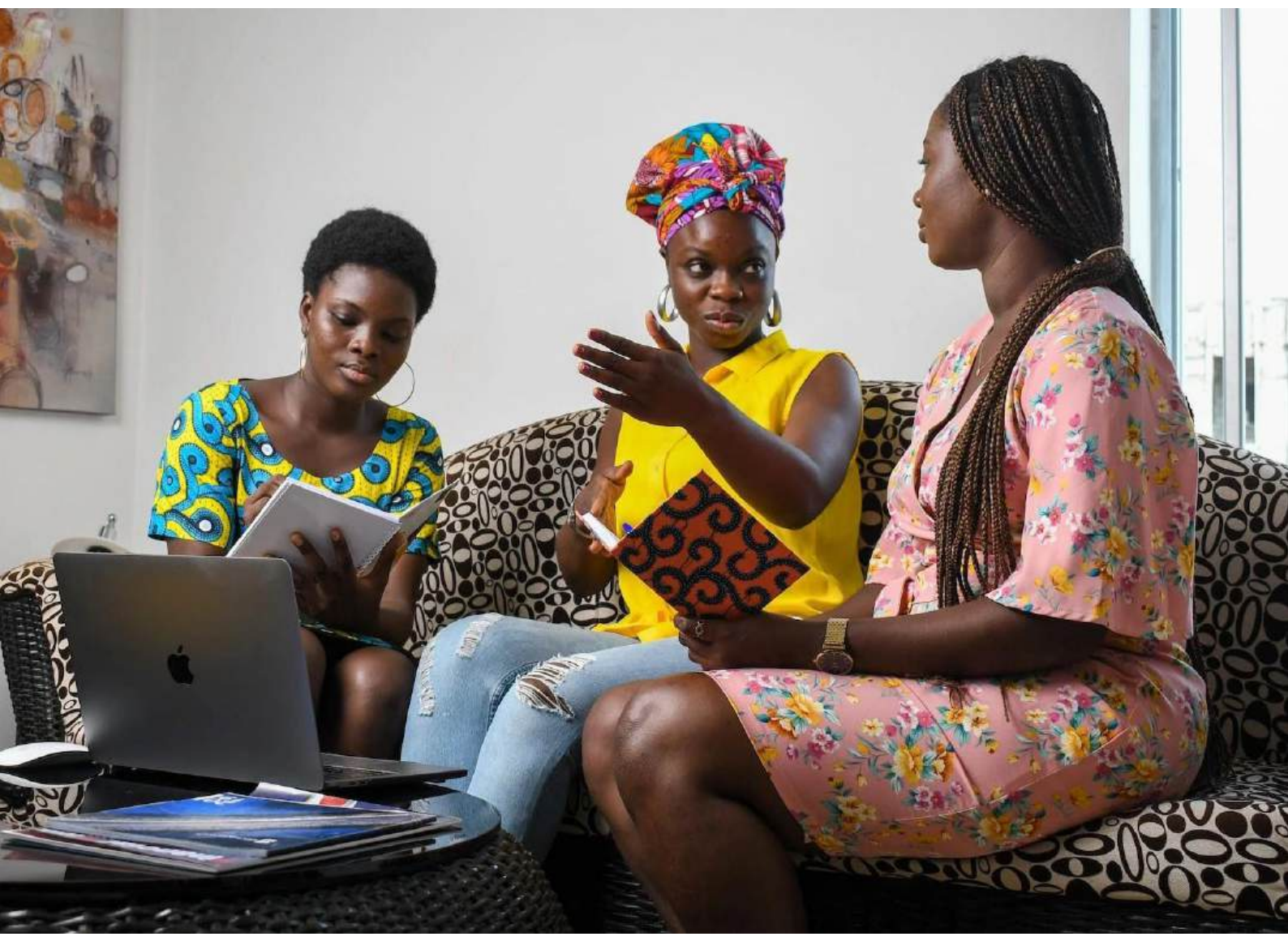
Les statistiques d'impact de la série de WLB sont les suivantes :

- Les femmes touchées par les WLB ont augmenté leur revenu total de 22 millions d'USD.
- Plus de 180 000 femmes micro entrepreneurs ont eu accès à un crédit abordable.
- 80 % des femmes déclarent avoir plus facilement accès aux premiers prêts et à des prêts abordables.
- 80 à 90 % des femmes clientes font état d'une amélioration de leur qualité de vie.



CONCLUSION

Comme le montrent les données, d'importants écarts entre les femmes et les hommes persistent au niveau mondial et en Afrique, ce qui freine le développement économique et la pleine participation des femmes à la vie économique. Les émetteurs d'obligations ont un rôle à jouer dans la mobilisation de capitaux pour réduire ces écarts et stimuler la croissance économique. **Le rapport Viability of Gender Bonds in Sub-Saharan Africa** (Viabilité des obligations de genre en Afrique subsaharienne) a précédemment démontré l'opportunité des émissions d'obligations de genre. Grâce à cette boîte à outils, les émetteurs peuvent désormais être équipés pour mettre en pratique l'investissement axé sur le genre en l'intégrant dans la conception du cadre obligataire, puis en procédant aux émissions. En utilisant le processus décrit ici, il appartient aux émetteurs d'obligations et aux investisseurs de passer à l'action.



GENRE

Le genre fait référence aux rôles, aux comportements, aux activités et aux attributs qu'une société donnée, à un moment donné, considère comme appropriés pour les hommes et pour les femmes. Outre les attributs sociaux et les opportunités associés au fait d'être un homme ou une femme et les relations entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, le genre fait également référence aux relations entre les femmes et aux relations entre les hommes. Ces attributs, ces opportunités et ces relations sont socialement construits et appris par le biais de processus de socialisation. Ils sont spécifiques à un contexte ou à un moment donné et peuvent être modifiés. Le genre détermine ce qui est attendu, autorisé et valorisé chez une femme ou un homme dans un contexte donné. Dans la plupart des sociétés, il existe des différences et des inégalités entre les femmes et les hommes en ce qui concerne les responsabilités attribuées, les activités entreprises, l'accès aux ressources et leur contrôle, ainsi que les possibilités de prise de décision. Le genre fait partie d'un contexte socioculturel plus large, tout comme d'autres critères importants pour l'analyse socioculturelle, tels que la classe, la race, le niveau de pauvreté, le groupe ethnique, l'orientation sexuelle, l'âge, etc.

Source : Glossaire sur l'égalité des sexes du Centre de formation de l'ONU Femmes, en référence à l'ONU Femmes, [OSAGI Gender Mainstreaming - Concepts and definitions \(Intégration du genre - Concepts et définitions\)](#)

ÉGALITÉ DES SEXES

Il s'agit de l'égalité des droits, des responsabilités et des chances des femmes et des hommes, des filles et des garçons. L'égalité ne signifie pas que les femmes et les hommes deviendront identiques, mais que les droits, les responsabilités et les opportunités des femmes et des hommes ne dépendront pas du fait qu'ils soient nés hommes ou femmes. L'égalité des sexes implique que les intérêts, les besoins et les priorités des femmes et des hommes soient pris en considération, en reconnaissant la diversité des différents groupes de femmes et d'hommes. L'égalité des sexes n'est pas une question réservée aux femmes, mais devrait concerner et impliquer pleinement les hommes aussi bien que les femmes. L'égalité entre les femmes et les hommes est considérée à la fois comme une question de droits de l'homme et comme une condition préalable et un indicateur d'un développement durable centré sur les personnes.

Source : Glossaire sur l'égalité des sexes du Centre de formation de l'ONU Femmes, en référence à l'ONU Femmes, [OSAGI Gender Mainstreaming - Concepts and definitions \(Intégration du genre - Concepts et définitions\)](#)

ÉCART ENTRE LES SEXES

Le terme « écart entre les sexes » fait référence à toute disparité entre la condition ou la position des femmes et des hommes dans la société. Il est souvent utilisé pour désigner une différence de salaire moyen entre les femmes et les hommes, par exemple « l'écart de rémunération entre les sexes ». Toutefois, les écarts entre les sexes peuvent être constatés dans de nombreux domaines, tels que les quatre piliers utilisés par le Forum économique mondial pour calculer son indice d'écart entre les sexes, à savoir : la participation et les opportunités économiques, le niveau d'éducation, la santé et la survie, ainsi que l'autonomisation politique.

Source : Glossaire sur l'égalité des sexes du Centre de formation d'ONU Femmes, en référence à Hausmann, Ricardo, Laura D. Tyson, Saadia Zahidi, Editors (2012). « [The Global Gender Gap Report 2012](#) ». Forum économique mondial, Genève, Suisse.

L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'égalité des sexes dans l'économie fait référence à la pleine et égale jouissance par les femmes et les hommes de leurs droits économiques, facilitée par des environnements politiques et institutionnels favorables et par l'autonomisation économique. L'autonomisation économique est une pierre angulaire de l'égalité entre les femmes et les hommes, qui renvoie à la fois à la capacité de réussir et de progresser sur le plan économique et au pouvoir de prendre des décisions économiques et d'agir en conséquence. L'autonomisation économique des femmes est un droit essentiel pour réaliser l'égalité des sexes et atteindre des objectifs de développement plus larges tels que la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la santé, de l'éducation et du bien-être social.

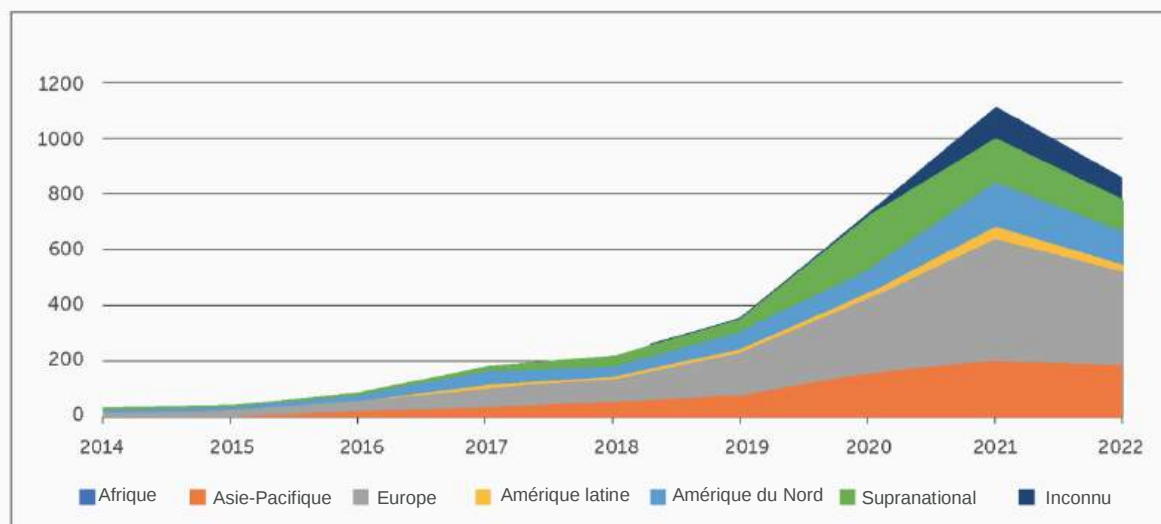
Sources : Glossaire sur l'égalité des sexes du Centre de formation de l'ONU Femmes, faisant référence à l'ONU Femmes ; ICRW (2011) [Understanding and measuring women's economic empowerment \(Comprendre et mesurer l'autonomisation économique des femmes\)](#).

TAILLE ET CROISSANCE DU MARCHÉ DES OBLIGATIONS GSSS

Marchés obligataires des obligations durables dans le monde (GSSS)

Selon la Climate Bonds Initiative (CBI), les volumes d'émission de dette durable (GSSS) ont diminué, passant d'un record de 1 100 milliards USD en 2021 à 863,4 milliards USD en 2022, dans un contexte de tensions sur les marchés obligataires mondiaux. Comme les années précédentes, c'est en Europe que le total des émissions a été le plus élevé en 2022, avec 335,1 milliards de dollars. La région suivante était l'Asie-Pacifique, suivie de l'Amérique du Nord. Les obligations vertes ont dominé le marché GSSS en 2022 avec 487,1 milliards d'USD. Les obligations de durabilité ont suivi, puis les obligations sociales, et enfin les émissions liées à la durabilité. Selon la CBI, plus de 2 000 milliards USD d'obligations vertes ont été émises jusqu'en 2022, la disponibilité croissante de fonds publics pour soutenir les solutions climatiques en étant le principal moteur. Les obligations liées à la durabilité ont connu une forte croissance grâce à des structures innovantes et à la possibilité pour les investisseurs d'investir des capitaux dans les performances climatiques spécifiques aux entreprises³⁶.

Figure A.1. Volume d'émission des obligations GSSS par région (en milliards USD)



Note : L'Afrique représentait moins de 0,2 % du volume total.

Au 31 décembre 2022.

Source : Initiative sur les obligations climatiques

Après le recul des actifs sous gestion en 2022 face à la hausse des taux d'intérêt et à l'augmentation des risques géopolitiques, Moody's Investor Services s'attend à un rebond des obligations GSSS en 2023, avec un total prévu de 950 milliards de dollars, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2022. Moody's s'attend à ce que 550 milliards USD de nouvelles obligations vertes ouvrent la voie, suivies par 175 milliards USD d'obligations liées au développement durable, 150 milliards USD d'obligations sociales et 75 milliards USD d'obligations liées au développement durable. Tous les segments, à l'exception du segment social, devraient connaître une croissance, le segment social enregistrant une légère baisse en 2023 en raison de la fin du financement lié aux pandémies³⁷.

Figure A.2. Volume d'émissions sur le marché obligataire de l'ESG par catégorie/type d'obligation



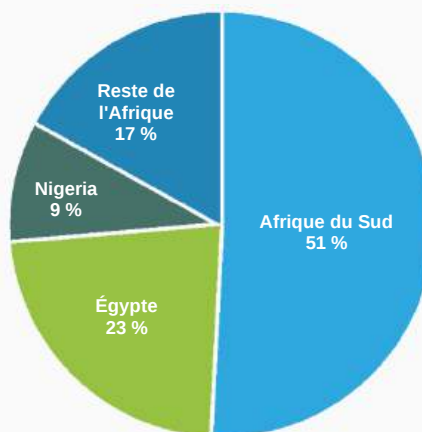
Sources : 2014-2022 : données réelles de fin d'année de la Climate Bonds Initiative, 2023 : prévisions de Moody's.

Marchés obligataires des obligations durables en Afrique (GSSS)

Selon l'Association africaine des bourses de valeurs (ASEA), l'encours total des marchés des obligations souveraines et des obligations d'entreprises cotées en Afrique s'élevait à 536,5 milliards USD à la fin de 2021. Ces marchés ne représentent pas encore une part notable des marchés obligataires mondiaux. Selon l'ASEA, les marchés les plus développés sont ceux de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et du Nigeria, sur la base de la valeur en USD des obligations cotées³⁸. L'analyse de la Société financière internationale (IFI) indique que les marchés obligataires africains ont été entravés par des repères limités pour la fixation du prix des titres, une faible liquidité et la nécessité d'une réglementation plus souple³⁹.

Figure A.3. Principaux marchés obligataires africains en fonction de la valeur en USD des obligations cotées

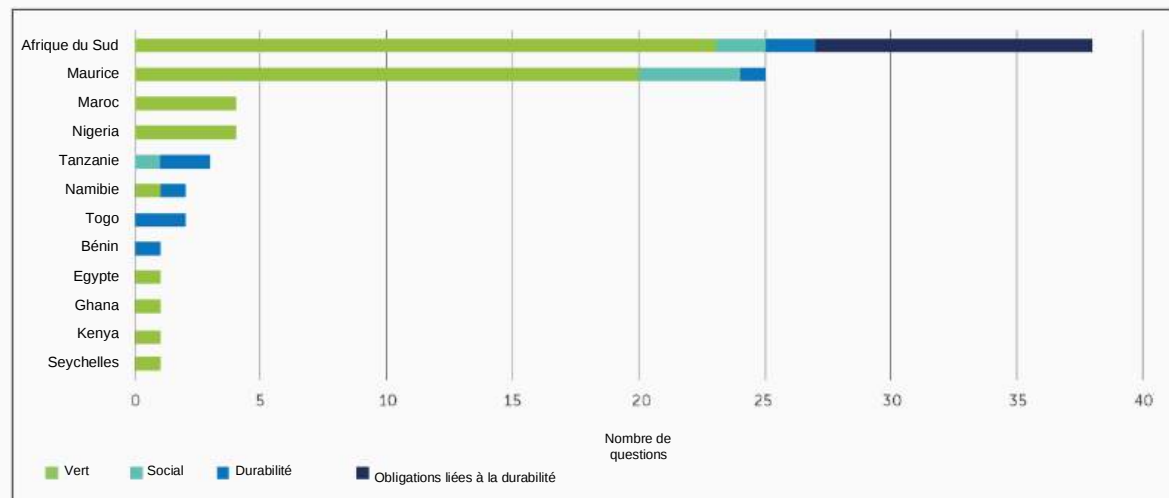
- Afrique du Sud
- Reste de l'Afrique
- Nigeria
- Égypte



Source : Association africaine des bourses de valeurs : fin de l'année 2021

Dans ce contexte, un marché obligataire GSSS en croissance est en mesure de jouer un rôle de premier plan dans le développement des marchés obligataires à travers le continent. La valeur des nouvelles émissions en Afrique a diminué en 2022, à l'instar des marchés GSSS mondiaux. Mais le nombre d'émissions GSSS en 2022 en Afrique a augmenté de 14 %, selon Sustainable Fitch, dépassant la croissance de 6 % du nombre d'émissions au niveau mondial. Le marché en est encore à débuts, avec 64 instruments activement négociés en 2022. À l'instar des marchés mondiaux, les obligations vertes constituent la majorité des émissions GSSS en Afrique⁴⁰.

Figure A.4. Obligations vertes, sociales et liées à la durabilité, 2014-22, nombre d'émissions par pays émetteur



Sources : Climate Bonds Initiative, ICMA et Fitch Sustainable, fin 2022

La figure A.4 indique le nombre d'obligations vertes, sociales et liées à la durabilité en Afrique jusqu'en 2022, y compris les obligations souveraines et les obligations d'entreprise. Avec la prédominance des obligations vertes, l'Afrique du Sud a été la première de la région à lancer une taxonomie de la finance verte. La Bourse de Johannesburg a ensuite publié des directives volontaires de divulgation sur la durabilité et le climat. D'autres marchés ont adopté des lignes directrices sur les obligations vertes, notamment le Maroc, le Kenya, l'île Maurice et le Ghana, et plusieurs autres sont en cours d'élaboration.

CADRES D'OBLIGATIONS DURABLES DES BMD ET SOUVERAINS EN AFRIQUE

Les cadres d'obligations durables des BMD et souverains comprennent :

- Le cadre d'obligations durables de la BAfD
 - Combine les cadres précédents de l'obligation verte et de l'obligation sociale
 - Permet à la BAfD d'émettre des obligations liées au développement durable
 - L'objectif de développement durable 5 est inclus dans quatre des cinq priorités opérationnelles stratégiques.
- Le cadre opérationnel de financement durable pour l'Angola
- Le cadre d'obligations pour les objectifs de développement durable du Bénin
- Le cadre d'obligations durables de la Côte d'Ivoire
- Le cadre pour les obligations vertes de la Banque de développement de l'Afrique australe
- [Egypt Sovereign sustainable Financing Framework \(Cadre de financement durable souverain de l'Égypte\)](#)
- Mise à jour de son précédent cadre de financement vert avec des catégories de projets verts et sociaux élargies
 - Appels à l'émission d'obligations en faveur de l'égalité des sexes
 - Les femmes sont mises en avant dans les critères d'éligibilité, notamment : le financement et les services financiers, l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'accès aux services financiers.
- Le cadre de financement durable du Ghana
- Le cadre pour les obligations vertes souveraines du Kenya
- Le cadre des obligations vertes du Nigeria
- Le cadre d'obligations sociales du Nigeria (en cours)
- Le cadre pour les obligations de développement liées à la durabilité de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).

Des taxonomies ont également été publiées :

- Taxonomie de la finance verte en Afrique du Sud (2022)
- Taxonomie de la durabilité en Tanzanie (en cours).

LIGNES DIRECTRICES GSSS POUR LES RÉGULATEURS DES MARCHÉS DE CAPITAUX ET LES BOURSES EN AFRIQUE

Comme pour les cadres souverains, les lignes directrices GSSS des régulateurs des marchés de capitaux et des bourses ont été dominées par les règles relatives aux obligations vertes. Ces acteurs devraient évaluer une expansion des catégories durables dans des cadres sociaux - avec le genre. Le Maroc est un exemple de la voie à suivre pour passer des directives d'émission verte à une obligation de genre, avec une progression des directives comme suit :

- Lignes directrices sur les obligations vertes de l'Autorité Marocaine des Marchés de Capitaux (AMMC) (2016)
- Lignes directrices sur les obligations vertes, sociales et liées à la durabilité de l'AMMC (2018)
- [Directives sur les obligations de genre de l'AMMC \(2021\)](#).
- L'émission d'obligations de genre au Maroc en 2022 (voir chapitre 1).

L'Égypte offre un autre exemple d'élaboration de cadres et de lignes directrices. En 2022, l'Autorité de régulation financière de l'Égypte a rédigé un [amendement à la loi sur le marché des capitaux afin de faciliter l'émission d'obligations de genre sur le marché](#). L'amendement est aligné sur les orientations du document Bonds to Bridge the Gender Gap (Obligations pour combler le fossé entre les sexes). Les obligations de genre doivent fournir un financement aux entreprises ou entités dont le conseil d'administration compte au moins 25 % de femmes, où les femmes représentent au moins un tiers de la main-d'œuvre, ou dont au moins 51 % de l'entité est détenue par des femmes. Les entreprises qui encouragent l'égalité des sexes ou qui destinent au moins un tiers de leurs produits et services aux femmes peuvent également être financées⁴¹.

Les autres lignes directrices relatives aux marchés des capitaux sont les suivantes :

- Principes directeurs de l'Égypte sur la finance durable
- Règles relatives aux obligations vertes au Nigeria
- Guide pour l'émission d'obligations durables à Maurice
- Autorité tanzanienne du marché des capitaux et des valeurs mobilières, sur la base des principes de l'ICMA (en cours)
- Lignes directrices et règles de cotation de la Zambie pour les obligations vertes.

Plusieurs bourses africaines ont lancé des segments GSSS ou adopté des principes de cotation :

- [Dar es Salaam Stock Exchange Public Limited Company Rules \(Règles des sociétés anonymes de la Bourse de Dar es Salaam\), y compris les obligations de genre](#)
- Page web de la Bourse de Nairobi consacrée aux obligations vertes, avec un guide et des lignes directrices à l'intention des émetteurs
- Marché obligataire durable de la bourse nigériane
- Bourse de Johannesburg : Lancement du segment des obligations vertes
 - 2020 a vu l'extension du segment des obligations vertes et son changement de nom en segment de la durabilité. Ce segment inclut désormais les obligations sociales et de développement durable. Les émetteurs doivent adhérer aux principes sociaux, verts et de développement durable de l'ICMA ou à d'autres normes acceptées par la bourse.
- Zimbabwe Stock Exchange Green and Social Bonds Principles (Principes des obligations vertes et sociales de la Bourse du Zimbabwe).

- ¹ (2023, 31 décembre) Récapitulatif des titres de créance en circulation. Banque des règlements internationaux. https://data.bis.org/topics/DSS/tables-and-dashboards/BIS_SEC_C1.1.0
- ² Principes, lignes directrices et manuels. Association internationale des marchés de capitaux. <https://www.icmagroup.org/sustainable-finance/the-principles-guidelines-and-handbooks/>
- ³ (2019) Gender Lens Investing Initiative. Global Impact Investing Network. <https://thegiin.org/gender-lens-investing-initiative/>
- ⁴ (2023, 13 février) Investir dans une optique de genre : Diverse Corporate Leadership Outperforms. Parallele Finance. <https://parallelefinance.com/wil-outperforms/>
- ⁵ (2023, 8 mars) Cinq raisons pour lesquelles l'action climatique a besoin des femmes. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC ; en anglais United Nations Framework Convention on Climate Change, UNFCCC). <https://unfccc.int/news/five-reasons-why-climate-action-needs-women>
- ⁶ Crespo-Sancho, C. (2018, 28 mars) L'égalité des sexes peut-elle prévenir les conflits violents ? Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/dev4peace/can-gender-equality-prevent-violent-conflict>
- ⁷ Lawrence, S. (2022, Jun 28) Telltale signs of higher returns ? Le mélange des genres pourrait en être un. Vanguard. <https://corporate.vanguard.com/content/corporatesite/us/en/corp/articles/telltale-signs-higher-returns-gender-mix.html>
- ⁸ (2022, 12 sept.) Alpha Female 2022 : la promotion de la diversité des genres piétine. CityWire. https://uk.citywire.com/Publications/WEB_Resources/alpha-female/alpha-female-2022-dollars.pdf
- ⁹ (2023, sept.) La finance en Afrique : Des temps incertains, des banques résilientes. Banque européenne d'investissement. https://www.eib.org/attachments/lucalli/20230088_finance_in_africa_en.pdf
- ¹⁰ À propos des normes d'impact des ODD. Programme des Nations unies pour le développement. Normes d'impact sur les ODD du PNUD pour les émetteurs d'obligations <https://sdgimpact.undp.org/assets/About-the-SDG-Impact-Standards.pdf>
- ¹¹ <https://www.edge-cert.org/about-us/>
- ¹² (2022, 8 mars) La Banque africaine de développement lance le programme de certification EDGE. Communiqué de presse du Groupe de la Banque africaine de développement. <https://afdb.africa-newsroom.com/press/african-development-bank-beains-eda-e-certification-proaramme?lana=en>
- ¹³ (2021, jan) Enquête sur les obligations souveraines vertes, sociales et durables : Le pouvoir ultime de transformer le marché. Initiative sur les obligations climatiques. <https://www.climatebonds.net/files/reports/cbi-sovereign-green-social-sustainability-bond-survey-jan2021.pdf>
- ¹⁴ (2023, juin) Principes des obligations sociales. Association internationale des marchés de capitaux. <https://www.icmaaroup.org/sustainable-finance/the-principles-auidelines-and-handbooks/social-bond-principles-sbp/>
- ¹⁵ (2023) Ensemble de données sur les obligations de genre de Parallele Finance.
- ¹⁶ Sauf indication contraire, la documentation sur les obligations est la source des études de cas présentées dans le document.
- ¹⁷ (2023) Ensemble de données sur les obligations de genre de Parallele Finance.
- ¹⁸ Définitions des secteurs ciblés de l'IFC. Société financière internationale. <https://www.ifc.org/en/what-we-do/sector-expertise/financial-institutions/definitions-of-targeted-sectors>
- ¹⁹ Azcona, G., Bhatt, A., et Valero, S. (2022) Harsh Realities : marginalized women in cities of the developing world. ONU Femmes. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/02/harsh-realities-marginalized-women-in-cities-of-the-developing-world>
- ²⁰ (2023, 14 juin) Fiche d'information : IFC Scaling Housing Finance in Africa. International Finance Corp. <https://www.ifc.org/en/insights-reports/2023/ifc-scaling-housing-finance-in-africa>
- ²¹ Akgun, K., et Tshangana, A. (2022, 10 nov) HER HOME : Housing finance for women in Africa, an untapped market for the housing sector. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/psd/her-home-housina-finance-women-africa-untapped-market-housing-sector>
- ²² (2023, 2 mars) Gender Equality Global Report & Ranking. Equileap. <https://equileap.com/eauleap-reports/>
- ²³ (2019, sept) L'égalité des sexes au Kenya : Évaluation de 60 entreprises leaders en matière d'égalité sur le lieu de travail. Equileap. https://eauleap.com/wp-content/uploads/2019/11/Gender-equality-in-Kenya_Special-report-by-Equileap
- ²⁴ (2021, 20 sept) L'égalité des sexes dans le secteur privé du Nigeria : A gender gap assessment of the 30 most capitalized companies listed on the Nigerian exchange (NGX). Société financière internationale. <https://www.ifc.org/en/insights-reports/2021/gender-equality-in-nigerias-private-sector-nigeria2equal>
- ²⁵ (2021, 7 déc.) Bank of America émet sa deuxième obligation de développement Equality Progress pour un montant de 2 milliards de dollars. PRNewswire. <https://www.yahoo.com/now/bank-america-issues-second-equality-120000978.html>

²⁶ (2021, 7 janvier). La Banque mondiale émet une obligation de développement d'un montant de 5 milliards de couronnes norvégiennes tout en sensibilisant à la santé et à l'égalité des sexes. La Banque mondiale.

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/01/07/world-bank-prices-nok-5-billion-sustainable-development-bond-while-raising-awareness-for-health-and-gender-equality>

²⁷ Sarfraz, S. (2022, 4 juin) Green bonds, gender bonds : tax incentives proposed. Business Recorder.

<https://www.brecorder.com/news/40177793>.

²⁸ (2021, 31 mars) Le groupe CDC s'associe à Northern Arc pour une opération d'émission d'obligations en pool destinée à soutenir des emprunteurs essentiellement féminins et ruraux. Investissement international britannique.

<https://www.bii.co.uk/en/news-insight/news/cdc-group-partners-with-northern-arc-for-a-pool-bond-issuance-transaction-supporting-primarily-female-and-rural-borrowers/>

²⁹ (2023) Parallele Finance gender bond dataset.

³⁰ (2023) Parallele Finance gender bond dataset.

³¹ (2022, 5 juin) LuxSE et ONU Femmes unissent leurs forces pour faire progresser la finance de genre. Communiqué de presse, Bourse de Luxembourg. <https://www.bourse.lu/pr-luxse-and-un-women-sign-mou>

³² (2022, juin) Jauger l'appétit des investisseurs institutionnels africains pour les nouvelles classes d'actifs.

International Finance Corp. <https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/mgrt/gauging-appetite-of-african-institutional-investors-for-new-asset-classes-published.pdf>

³³ (2022, 14 juillet) L'impact que les fonds souverains peuvent avoir en Afrique. Blogs de la Banque mondiale.

<https://blogs.worldbank.org/african/impact-sovereign-wealth-funds-can-make-africa>

³⁴ (2022, 17 mars) Les obligations vertes offrent des avantages en termes de prix, tant pour les émetteurs que pour les investisseurs. Initiative sur les obligations climatiques. <https://www.climatebonds.net/2022/03/green-bonds-offer-pricing-benefits-both-issuers-and-investors>

³⁵ (2023, juin) Cadre harmonisé pour les rapports d'impact des obligations sociales. International Capital Market

Association. <https://www.icmagroup.org/assets/documents/Sustainable-finance/2023-updates/Harmonised-framework-for-impact-reporting-for-social-bonds-June-2023-220623.pdf>

³⁶ (2023, 30 janv.) 2022 Market Snapshot : Et 5 grandes orientations pour la finance durable en 2023. Climate Bonds Initiative. <https://www.climatebonds.net/2023/01/2022-market-snapshot-and-5-big-directions-sustainable-finance-2023>

³⁷ Langton, J. (2023, 2 fév.) Sustainable issuance set to rise : Moody's. Investment Executive.

<https://www.investmentexecutive.com/news/research-and-markets/sustainable-issuance-set-to-rise-moodys/>

³⁸ (2022, 8 juillet) ASEA Africa Focus Report. Association africaine des bourses de valeurs. <https://african-exchanges.org/download/asea-africa-focus-report/>

³⁹ Jansson, T. (2023) Creating Efficient Capital Markets in Africa. Société financière internationale.

<https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/2023-delta/fig-factsheet-capital-markets-2023.pdf>

⁴⁰ (2023, 2 mars) Les marchés africains de la finance durable sont confrontés à un défi de taille. Sustainable Fitch.

<https://www.sustainablefitch.com/corporate-finance/sustainable-fitch-african-green-finance-is-growing-faces-scalability-hurdles-02-03-2023>

⁴¹ (2021, 30 nov.) FRA approuve l'amendement aux obligations de titrisation et aux règlements sur les sukuk. Daily News Egypt. <https://dailynewsegypt.com/2021/11/30/fra-approves-amendment-to-securitization-bonds-sukuk-regulations>

- ¹ Forum économique mondial, juin 2023. Global Gender Gap Report 2023| Forum économique mondial (<https://weforum.org>)
- ² Oliver Wyman, 2020. Women In Financial Services 2020 (<https://oliverwyman.com>)
- ³ Banque mondiale, Global Findex Database 2021. La base de données mondiale Findex 2021 (<https://worldbank.org>)
- ⁴ Portail de données sur le genre de la Banque mondiale, données du Groupe de la Banque mondiale, 2018. Portail de données sur le genre de la Banque mondiale
- ⁵ Société financière internationale, 2017. Document de la Banque mondiale
- ⁶ Société financière internationale, 2017. Document de la Banque mondiale
- ⁷ IFC Banking on Women, novembre 2023. IFC Banking On Women : Diminution des prêts non productifs (PNP) pour les PME détenues par des femmes
- ⁸ Global Entrepreneurship Monitor, 2022/23. GEM Global Entrepreneurship Monitor (<https://gemconsortium.org>) (Note : ce chiffre concerne le Moyen-Orient et l'Afrique).
- ⁹ Banque africaine de développement, Affirmative Finance Action for Women in Africa, 2018. Pourquoi AFAWA ? | Groupe de la Banque africaine de développement (<https://afdb.org>)
- ¹⁰ Alliance financière pour les femmes, 2019. L'économie des services bancaires aux femmes : édition 2019| Alliance financière pour les femmes
- ¹¹ Banque européenne d'investissement, septembre 2023. La finance en Afrique 2023 (<https://eib.org>)
- ¹² IFC Banking on Women, novembre 2023. IFC Banking On Women : Diminution des prêts non productifs (PNP) pour les PME détenues par des femmes
- ¹³ Banque européenne d'investissement, septembre 2023. La finance en Afrique 2023 (<https://eib.org>)
- ¹⁴ Organisation internationale du travail (OIT), 2023. Tendances de l'emploi et des perspectives sociales dans le monde en 2023 (<https://ilo.org>)
- ¹⁵ OIT, 2023. Perspectives sociales et d'emploi dans le monde - Tendances 2023 (<https://ilo.org>)
- ¹⁶ OIT, juin 2018. L'OIT appelle à une action urgente pour prévenir la crise mondiale des soins qui se profile à l'horizon
- ¹⁷ ONU Femmes, Septembre 2023. L'Alliance mondiale pour les soins conduit des changements dans l'économie des soins | ONU Femmes - Siègle
- ¹⁸ OIT, 2023. 4. l'inégalité salariale... (<https://ilo.org>)
- ¹⁹ ONU Femmes, octobre 2023. Pourquoi les femmes gagnent moins : Gender Pay Gap and Labour Market Inequalities in East and Southern Africa | Publications | ONU Femmes - Afrique (Note : Le chiffre cité est tiré des données de 2020).
- ²⁰ Union interparlementaire, décembre 2023. Union interparlementaire| Pour la démocratie. Pour tous. (<https://ipu.org>)
- ²¹ Portail de données sur le genre de la Banque mondiale, données de l'UNESCO, 2020. Portail de données sur le genre de la Banque mondiale
- ²² Portail de données sur le genre de la Banque mondiale, données de l'Organisation mondiale de la santé, 2018. Portail de données sur le genre de la Banque mondiale



FSD Africa

info@fsdafrica.org

www.fsdafrica.org



Programme de collaboration sur le genre du réseau

FSD (FSD Network Gender CoPro)

www.fsdnetwork.org info@fsdnetwork.org



British International Investment (BII)

www.bii.co.uk



ONU Femmes

www.unwomen.org



Parallele Finance

www.paraNeNefinance.com

